

Après trois défaites consécutives à l'élection présidentielle, la Gauche n'est pas au mieux de sa forme. Malgré les bons résultats des récentes élections locales et, même si l'image du Président de la République se dégrade, elle doit faire face à une droite dure et déterminée, qui n'hésitera pas à poursuivre pendant 4 ans encore sa politique de régression sociale, culturelle et politique.

Fort logiquement, les appels au sursaut fleurissent. Même les plus fervents adeptes de l'immobilisme se sentent, devant l'impuissance actuelle, obligés de plaider en faveur d'une nécessaire «rénovation». Pour autant, on ne peut se satisfaire des discours qui mêlent l'incantation, la complaisance à l'égard de «l'air du temps» et le flou idéologique et stratégique. La rénovation ne doit en aucun cas se traduire pour la Gauche par la liquidation pure et simple de ses valeurs et de ses principes. De même, elle ne doit pas être l'occasion de renoncer à la stratégie d'unité, qui a toujours été la condition de la transformation sociale.

Au contraire, il est temps de renouer avec la bataille idéologique et culturelle. La Gauche ne peut pas rester passive face à une droite décomplexée, qui a souvent réussi à imposer son vocabulaire et à légitimer ses problématiques. Tout semble fait par exemple pour disqualifier l'idée même d'alternative politique : affirmation d'une prétendue «droitisation de la société française», acceptation sans nuance du capitalisme sous prétexte de modernisme, soi disant dépassement du clivage entre droite et gauche, disparition supposée des classes sociales...

Pour contrer cette offensive conservatrice et retrouver de la vigueur et de la crédibilité, la Gauche doit offrir une vraie perspective politique. Et d'abord, il lui faut se réarmer idéologiquement et réaffirmer la modernité de ses valeurs, en évitant tout à la fois le masochisme sur la prétendue disqualification de ses idées et la nostalgie d'un passé qui n'a pas toujours permis les succès sociaux et politiques espérés. Chacun voit bien que cette démarche ne peut être le résultat d'une réflexion désordonnée, faisant fi de l'exigence qui s'impose aujourd'hui : celle

de l'unité, indispensable pour reconstruire une gauche forte, qui donne au camp progressiste une réelle capacité à combattre les reculs sociaux et les dérives néolibérales et qui fasse naître une véritable alternative politique. L'histoire et l'évolution du monde ont réglé les désaccords fondamentaux qui existaient entre ses principales composantes et, si des différences subsistent, c'est par le débat qu'elles seront résorbées. C'est par le débat également que seront définies les valeurs communes qui forment le socle de la Gauche.

Telle est l'ambition de cette «Contribution pour l'unité de la Gauche», préparée par Gauche Avenir, club de réflexion réunissant des militants et des personnalités issus de plusieurs sensibilités de la gauche, dégagé des contingences de pouvoir liées aux partis politiques, tout en étant engagé dans l'action. En effet, cet effort de réarmement idéologique est inséparable des combats à mener pour contrer les offensives de la droite et des propositions à faire pour offrir des perspectives immédiates, en particulier sur la question sociale.

Ce document est le fruit d'un travail mené depuis plusieurs mois dans des rencontres, des auditions, des débats, à partir de nombreuses contributions ou réflexions individuelles et collectives. Il se veut un outil au service de la gauche :

- pour l'aider à sortir d'une certaine confusion idéologique, en redéfinissant la spécificité de ses valeurs, de ses idées, de son projet ;
- pour rendre la fierté à celles et ceux qui se reconnaissent dans l'appartenance à la Gauche, en montrant la pertinence et la «modernité» de ses réponses face à la véritable crise de civilisation à laquelle nous sommes confrontés ;
- pour lui redonner l'espoir d'une victoire durable, en définissant les conditions du rassemblement et de l'unité.

A vous maintenant de lire et de juger si nous avons bien rempli la mission que nous nous étions fixée il y a 7 mois. À vous d'être les acteurs d'une espérance à partager.

SOMMAIRE

Chapitre I : **DANS UN MONDE AUX BOULEVERSEMENTS ACCÉLÉRÉS, UNE «CRISE DE CIVILISATION» SE DESSINE**

1- Des changements géopolitiques considérables affectent la planète

- A- Une nouvelle division internationale du travail
- B- Les fléaux qui frappent les pays pauvres : faim, pandémies, guerres...
- C- Des évolutions démographiques paradoxales et des difficultés d'existence grandissantes
- D- Des mégapoles invivables
- E- Face à l'unilatéralisme américain, l'indispensable multilatéralisme
- F- Les cercles vicieux générés par le conflit israélo-palestinien
- G- Un accroissement des incompréhensions et des intolérances, en dépit du progrès des techniques de communication

2- Un capitalisme mondialisé désordonné et générateur de conflits

- A- Le capitalisme financier n'a plus pour rôle premier de financer les entreprises
- B- Une croissance qui ne parvient pas à réduire les inégalités, voire les aggrave
- C- Le capital sans cesse mieux rémunéré, au détriment du travail
- D- Une économie mondiale qui repose en partie sur l'anomalie américaine
- E- Une pression déflationniste constante qui génère baisse du pouvoir d'achat, chômage structurel et délocalisations
- F- Des dérives inquiétantes
- G- Les promesses non tenues du libre marché
- H- Des pouvoirs économiques mal contrôlés et dégagés des arbitrages politiques et citoyens

3- L'impératif écologique accélérateur du changement social

- A- Une prise de conscience planétaire
- B- La crise écologique induit un changement profond de société
- C- La dimension géopolitique

4- Dans le monde développé, une société qui se transforme sans cohérence et sans visibilité

- A- Des changements technologiques rapides
- B- L'insécurité sociale
- C- Une concentration territoriale et sociologique des inégalités et des précarités
- D- L'insécurité et la violence nourrissent la désagrégation sociale
- E- La démocratie sans le peuple
- F- La montée des intégrismes

5- L'Europe, un grand dessein détourné

- A- Une méthode communautaire, fondée sur un compromis bâtard droite/gauche
- B- Une Europe des marchands et des rentiers, loin des idéaux généreux à la base de l'union
- C- L'absence d'Europe sociale accentue l'actuelle crise européenne
- D- Un fonctionnement inadapté
- E- Et pourtant, le désir d'Europe travaille les peuples du continent

6- En France, la politique en perte de sens

- A- Mutations et conscience de classe
- B- Une droite recomposée et sans complexe, qui pratique un néo-libéralisme cynique et provoquant
- C- Les clivages droite/gauche ont changé de nature mais demeurent
- D- Un fossé élargi entre le peuple et sa représentation politique

7- De la crise politique à la crise de civilisation**Chapitre II : FACE À CES CRISES, LA FAIBLESSE DES RÉPONSES AJOUTE AU DÉSENCHANTEMENT****1- Les anciens «modèles» de la Gauche sont inadaptés**

- A- Faillite du communisme
- B- Échec de la social démocratie

2- Les impasses

- A- Le mirage de la «troisième voie» et de la gauche dite moderne
- B- Les tentations centristes

3- Les points d'appui d'une gauche volontariste**4- La montée des projets alternatifs débouche sur la nécessité d'une vraie rupture avec la société actuelle et sur une demande de sens****Chapitre III : LES CONDITIONS POUR QUE LA GAUCHE OUVRE À NOUVEAU LES VOIES DE L'ESPÉRANCE****1- Les valeurs de la Gauche sont modernes**

- A- Le «bien commun» ou l'«intérêt général»
- B- L'objectif du progrès partagé
- C- La reconnaissance de l'universalité des droits fondamentaux de la personne humaine : la recherche de l'égalité
- D- La complémentarité entre les aspirations individuelles et collectives
- E- Le travail comme facteur d'épanouissement et de progrès social
- F- Solidarité et justice sociale
- G- Un nouvel internationalisme
- H- La responsabilité de tous face à l'avenir de l'humanité

2- La République sociale, socle des valeurs de la Gauche**3- Sept objectifs de progrès pour aujourd'hui et pour demain**

Objectif I : Définir une nouvelle approche des questions économiques et sociales

Objectif II : Engager une protection des écosystèmes planétaires

Objectif III : Promouvoir une juste répartition des richesses

Objectif IV : Définir une nouvelle conception des pouvoirs et de leur partage

- Démocratie politique
- Démocratie sociale
- Démocratie médiatique
- Le rôle de l'État

Objectif V : Prendre en compte pleinement les valeurs du féminisme

Objectif VI : Améliorer par tous les moyens l'accès au savoir et à la culture

Objectif VII : Agir pour favoriser une prise de conscience planétaire

4- Pour une stratégie de mouvement

- A- Réhabiliter le politique et préparer un véritable changement institutionnel : condition nécessaire de la réussite
- B- Lancer la dynamique qui donnera tout son sens à notre démarche
- C- Créer les conditions de l'émergence d'une organisation pour l'Unité
- D- Participer à la construction d'une nouvelle gauche européenne

Conclusion : FIERs D'ÊTRE DE GAUCHE

Chapitre I



DANS UN MONDE AUX BOULEVERSEMENTS ACCÉLÉRÉS, UNE «CRISE DE CIVILISATION» SE DESSINE

La gauche, c'est avant tout une vision du monde. Le nôtre change, à une vitesse vertigineuse. Si l'on veut le transformer, il faut d'abord le connaître et comprendre les mutations en cours.



1 DES CHANGEMENTS GÉOPOLITIQUES CONSIDÉRABLES AFFECTENT LA PLANÈTE

A- UNE NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Longtemps, le Nord a tranquillement profité du Sud. De ses richesses naturelles, mais aussi de sa main-d'œuvre bon marché. Plus récemment, les délocalisations des unités de production ont fait miroiter aux pays du Sud la promesse du développement. Aux salariés du Nord, inquiets, on répondait de façon rassurante qu'ils conserveraient les activités à haute technologie et à forte valeur ajoutée.

Aujourd'hui, la donne a changé. Le phénomène de globalisation, l'entrée de la Chine au sein de l'OMC, ont rendu les délocalisations plus faciles et plus massives. Quant aux pays du Sud, ils ne sont plus seulement des pays de main-d'œuvre abondante et faiblement qualifiée ; ils ont aussi d'importantes compétences scientifiques et technologiques, ce qui rend caduque l'ancienne «division du travail». Nous ne saurions regretter cet état de fait, si ce n'est qu'il a contribué à affaiblir les modèles sociaux du Nord. Constatons en tout cas qu'elle bouleverse l'organisation géo économique et politique du monde. À cela s'ajoutent la montée en puissance du Brésil, de la Chine, de l'Inde, et l'augmentation de la puissance financière des pays du Golfe.

B- LES FLÉAUX QUI FRAPPENT LES PAYS PAUVRES : FAIM, PANDÉMIES, GUERRES...

Une large partie du globe, en Afrique, mais aussi en Amérique centrale et en Asie souffre d'un cumul de fléaux majeurs : effondrement des ressources agricoles et de leurs exploitations, conflits locaux parfois très violents, corruption généralisée, pandémies avec le SIDA comme cause majeure de mortalité ou d'affaiblissement des ressources humaines... Ces pays sont aussi l'objet de catastrophes naturelles de plus en plus graves, en raison de la modification du climat de la planète. Les causes cumulatives de ces fléaux sont connues : sortie politique ratée de l'ère coloniale et poursuite des pratiques relevant de la même logique, échec des interventions du FMI, de la Banque Mondiale et de certaines Agences des Nations Unies, rupture brutale avec des modèles de société du fait de l'impérialisme culturel des pays du Nord...

C- DES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES PARADOXALES ET DES DIFFICULTÉS D'EXISTENCE GRANDISSANTES

La population mondiale devrait approcher 9 milliards d'habitants en 2050 et 11 milliards vers 2090. La famine revient au galop, du fait de l'effondrement de certains systèmes agricoles et des dysfonctionnements du commerce international des produits agricoles, alors que son recul était présenté comme le grand succès de la globalisation actuelle. Le problème de l'eau devient crucial. La pauvreté touche aussi les pays riches: 52 millions d'Européens vivent dans la grande pauvreté, 26 millions d'Américains ne mangent pas à leur faim !

À côté des flux migratoires normaux, apparaît une immigration de l'extrême misère, qui prive le Sud de certaines forces vives et amène au Nord un contingent de travailleurs surexploités.

Face à ces énormes défis mondiaux et à des multinationales peu avares de dé-

clarations généreuses mais rarement suivies d'effets, le système de gouvernance mondiale s'épuise à poser des rustines sur un monde qui fuit de partout.

D- DES MÉGALOPLES INVIVABLES

Le taux de croissance de la population urbaine est actuellement de l'ordre de 1,9% par an, ce qui signifie que l'équivalent d'une ville de 160 000 habitants apparaît chaque jour sur terre. Dans la grande majorité des cas, ces nouvelles extensions urbaines sont des ghettos, dépourvus des infrastructures de base. Maladies, délinquance et pollutions s'y développent. Comment assurer dans ces conditions les grandes fonctions collectives de déplacements, de santé, d'éducation ? Le contraste est saisissant avec la constitution, dans certaines sociétés, de ghettos de riches hypersécurisés, d'hôtels de luxe pour touristes et businessmen et de tours pour les quartiers d'affaires. Si rien de sérieux n'existe aujourd'hui, à l'échelle planétaire, pour aménager les territoires et pour maîtriser et humaniser l'urbanisation, c'est bien parce que nombreux sont ceux qui tirent profit de cette misère et de cette ségrégation.

E- FACE À L'UNILATÉRALISME AMÉRICAIN, L'INDISPENSABLE MULTILATÉRALISME

Sur la scène internationale, de nombreux acteurs interviennent et ce ne sont plus seulement des Etats. Certains d'entre eux, comme les groupes ou les réseaux terroristes, malgré des moyens limités et grâce aux progrès techniques, peuvent avoir une capacité d'action dévastatrice.

Dans ce contexte, l'unilatéralisme des États-Unis, devenu une «hyperpuissance» depuis la fin du monde bipolaire symbolisée par la chute du mur de Berlin, est inadapté et dangereux. On a pu constater, en particulier depuis l'arrivée au pouvoir des néo-conservateurs intégristes américains, les conséquences catastrophiques de cette politique dans le monde entier : guerre en Irak, refus du protocole de Kyoto, politique économique et financière accumulant les déséquilibres et les approximations, casse des mécanismes de régulation existants, affaiblissement de la gouvernance mondiale,..... Des voix commencent d'ailleurs à s'élever aux États Unis pour réclamer un changement radical de politique.

La domination de l'«hyperpuissance» américaine s'exerce dans la plupart des domaines (politique, financier, militaire, scientifique et même culturel), mais des pôles régionaux sont apparus autour d'États leaders (Chine, Inde, Brésil...), susceptibles de proposer des modèles alternatifs de puissance économique ou politique.

La volonté d'intervention unilatérale des États-Unis peut être contrée par l'action de structures multilatérales, essentiellement autour de l'ONU, de ses agences et des organismes associés, qui regroupent l'ensemble des États de la planète et qui tentent de gérer de manière collective certains défis globaux ou certaines crises. Interviennent également les acteurs non étatiques (ONG, mouvement alter mondialiste...), qui agissent pour atténuer les effets négatifs de la mondialisation ou promouvoir des valeurs.

C'est cet ensemble complexe de relations qui constitue le multilatéralisme et qu'il faut faire vivre par un patient travail d'amélioration du système de gouvernance mondiale, afin de prendre en compte les intérêts globaux de la planète et de permettre les arbitrages nécessaires. Ce mode de fonctionnement est le seul susceptible d'éviter les risques ravageurs de l'unilatéralisme américain

F- LES CERCLES VICIEUX GÉNÉRÉS PAR LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Tout a été dit ou presque sur ce conflit, dont il faut espérer qu'il ne soit pas une nouvelle «guerre de cent ans». Sous l'influence des États-Unis et du fait de dirigeants locaux manquant à la fois de la confiance populaire et de hauteur de vue, la paix paraît de plus en plus difficile à atteindre. On connaît aussi les conséquences de ce conflit et du cercle vicieux répression-terrorisme qu'il génère : contagion à d'autres pays de la région, montée de l'antisémitisme et du racisme anti-arabe, cristallisation d'un islamisme radical... La situation est d'autant plus grave qu'elle concerne non seulement des États, mais des systèmes religieux ancrés dans l'histoire profonde de l'humanité. Les solutions politiques permettant d'aboutir à la paix existent sans doute ; ce qui manque le plus, c'est la volonté mondiale de les mettre en œuvre.

G- UN ACCROISSEMENT DES INCOMPRÉHENSIONS ET DES INTOLÉRANCES, EN DÉPIT DU PROGRÈS DES TECHNIQUES DE COMMUNICATION

Internet, les blogs, le Web 2.0, les portables, des réseaux de télécommunication de plus en plus performants, des chaînes de TV mondiales : autant d'instruments uniques d'échange et de compréhension entre les peuples et qui contribuent, par la diffusion de la parole et des images, à conforter la démocratie et la défense des libertés publiques.

Pourtant, il ne faut pas oublier que, pour l'essentiel, c'est le marché publicitaire, fonction essentielle du capitalisme mondial, qui permet au système de fonctionner.

Par ailleurs, un des buts de la démocratie est de faire naître des arbitrages collectifs, qui supposent une certaine capacité à prendre en compte des points de

vue différents et parfois contradictoires. Le Web tend à «tribaliser» – chacun dans ses réseaux d'affinité – et risque de dépolitiser, s'il devient le lieu privilégié des échanges d'idées au détriment d'autres formes de débats et de confrontations politiques et citoyennes. Dans ces réseaux, se créent des codes et des certitudes, qui peuvent générer sectarisme, incompréhension et intolérance. Beaucoup de chercheurs, ethnologues et sociologues ont montré que, contrairement aux espérances, cette explosion de la communication crée une sorte de conformisme de masse, faute de médias réellement indépendants et de systèmes éducatifs qualitativement et quantitativement adaptés



2 UN CAPITALISME MONDIALISÉ DÉSORDONNÉ ET GÉNÉRATEUR DE CONFLITS

A- LE CAPITALISME FINANCIER N'A PLUS POUR RÔLE PREMIER DE FINANCER LES ENTREPRISES

Il n'est même plus besoin de décrire les dérives du capitalisme actuel, tant la crise actuelle¹ se charge d'en démontrer le danger. Durant les vingt dernières années, le système financier s'est autonomisé de façon spectaculaire par rapport à l'économie réelle, pour devenir un secteur économique à part entière, dont les objectifs s'éloignent de plus en plus du financement des entreprises. Aujourd'hui, la finance sert surtout à mobiliser l'épargne disponible en faveur de... la finance. Sa mainmise sur l'économie réelle se traduit par une externalisation généralisée, une rémunération des dirigeants en fonction du taux de profit, et la soumission du travail, de sa rémunération et de son organisation aux seuls impératifs du profit financier maximal. La libéralisation des mouvements de capitaux a permis de les exonérer de toute régulation publique et d'accentuer la mise en concurrence des modèles sociaux et des territoires. Cette double autonomisation du capital par rapport aux États et à l'économie productive a constitué un ébranlement majeur, qui a affaibli le monde du travail. La crise qui pointe doit être saisie par les progressistes comme une occasion de montrer la nécessité d'inverser les priorités.

1) Crise dite à tort « des subprimes » ; en fait, les subprimes n'ont été que le révélateur d'une crise plus profonde.

B- UNE CROISSANCE QUI NE PARVIENT PAS À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS, VOIRE LES AGGRAVE

La croissance continue depuis plus de 25 ans n'a fait qu'accroître le nombre de très riches. En 2008, environ 7, 9 millions de personnes, dont les actifs financiers pèsent plus d'un million de dollars, détiennent 41 milliards de dollars d'actifs. Ces gigantesques fortunes sont depuis longtemps américaines ou européennes, mais aussi désormais russes, indiennes, brésiliennes, chinoises.

Dans le même temps, la pauvreté dans le monde ne diminue pas, la grande pauvreté s'accroît, les classes moyennes se fragilisent et la précarité s'étend. Les inégalités de revenus, aux USA comme en Chine, sont redevenues comparables à ce qu'elles étaient dans les années 1920 !

C- LE CAPITAL SANS CESSER MIEUX RÉMUNÉRÉ, AU DÉTRIMENT DU TRAVAIL

Partout dans le monde, depuis le milieu des années 70, le rapport capital/travail s'est dégradé en défaveur des travailleurs. En Europe, la part des revenus du travail dans le PIB a perdu 12% entre 1975 et 2007. La part des revenus du travail dans la richesse nationale est passée de 69,9% en 1975 à 57,8% en 2008. Elle est désormais inférieure à ce qu'elle était en 1960. La question du pouvoir d'achat ne se pose pas simplement en raison de la hausse des prix ; c'est d'abord une question de salaires.

Durant les années 1960, la richesse produite allait prioritairement vers les travailleurs, mais après 1975, la part des revenus du travail dans le PIB a entamé un déclin graduel. Depuis 1980, le salaire réel (mesuré en unités de production) est en baisse. Avec son salaire, le travailleur peut acheter moins d'objets ou de services qu'il produit et il s'appauvrit. Ces statistiques sont des moyennes et les écarts se sont considérablement accrus, avec une chute importante pour les salariés les moins qualifiés. La baisse moyenne de la part des salaires dans le PIB est de 10% pour la France, c'est-à-dire 180 milliards d'euros. Au-delà de la profonde injustice de cette dérive, son impact macro économique est considérable, puisqu'elle pénalise la consommation.

La grande affaire de la gauche contemporaine et du camp progressiste mondial est d'inverser cette tendance et de remonter la part du travail par rapport à celle du capital. La gauche doit certes s'attacher à améliorer nos capacités à produire de nouvelles richesses (en tenant impérativement compte du développement durable) mais elle doit aussi imposer une reconquête de la part distribuée aux salariés.

D- UNE ÉCONOMIE MONDIALE QUI REPOSE EN PARTIE SUR L'ANOMALIE AMÉRICAINE

Les énormes déficits des États-Unis sont aggravés par une politique monétaire imprudente, prisonnière de la bulle spéculative qu'elle a elle-même contribué à faire naître, avec des taux d'intérêt trop bas, qui ont encouragé un endettement généralisé. Les déficits budgétaires, provenant notamment des baisses d'impôts consentis aux plus riches par l'administration républicaine, sont financés par les banques asiatiques. Cette situation se répercute sur l'ensemble de l'économie mondiale, qui se trouve ainsi fragilisée. En effet, soit les autres puissances jouent le jeu et soutiennent de fait l'économie américaine en s'affaiblissant elles-mêmes, soit elles ne le font pas et c'est une crise majeure, non seulement financière, mais aussi économique, qui se produit.

E- UNE PRESSION DÉFLATIONNISTE CONSTANTE QUI GÉNÈRE BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT, CHÔMAGE STRUCTUREL ET DÉLOCALISATIONS

La libéralisation générale des échanges contraint les entreprises à un effort sans précédent de réduction des coûts. Comme, du fait des pressions du capitalisme financier, il n'est pas question de toucher aux taux de profits, la principale variable d'ajustement demeure l'exploitation de la main-d'œuvre, via l'emploi et les salaires. Lorsque cette pression déflationniste intervient dans un contexte de hausse des prix des matières premières et des produits agricoles considérés comme des objets spéculatifs, cela conduit non seulement à des délocalisations et du chômage, mais aussi à une baisse du pouvoir d'achat. La crise sociale s'élargit en touchant des salariés moyens et le mécontentement est croissant dans de très nombreux pays. Cette situation porte en elle les germes d'une explosion sociale.

F- DES DÉRIVES INQUIÉTANTES

La recherche toujours plus poussée de profits faciles, la dégradation des valeurs morales liées à l'entrepreneuriat, la volonté forcenée d'échapper à toute forme de fiscalité entraînent des dérives délinquantes de plus en plus visibles: fonds off shore via des États et des établissements financiers complaisants, développement d'économies mafieuses souvent fondées sur le trafic de la drogue, mise au point de produits financiers spéculatifs fonctionnant à la limite de la légalité pour pouvoir générer des taux de profits élevés. Ce pourrissement de l'économie et de la finance mondiale est une des grandes caractéristiques de l'époque.

G- LES PROMESSES NON TENUES DU LIBRE MARCHÉ

Face à cette dégénérescence, la communauté internationale aurait pu réagir fortement et de façon coordonnée pour limiter les abus, organiser les solidarités mondiales, mettre en place des mécanismes puissants d'intervention et de régu-

lation, comme ce fut le cas après la dernière guerre mondiale. Or, il n'en est rien.

L'OMC, qui a parfois été présentée comme un outil au service de l'équité mondiale, n'a fait que consacrer la loi du libre échange, au détriment de l'édiction de normes sociales ou environnementales. L'étape «vertueuse» de la globalisation, longtemps promise, tarde à venir. Quant à l'avènement inéluctable de la démocratie grâce à l'économie de marché, elle reste à démontrer !

Cette montée du libre échangisme connaît aujourd'hui une inversion de tendance : les Etats tentent de reprendre la main, avec par exemple la constitution de fonds souverains ou même la nationalisation de certains secteurs.

Certains peuples cherchent à retrouver la maîtrise de leurs ressources et aspirent à se protéger, comme en témoigne le sursaut de l'Amérique latine, mais les solutions régionales sont insuffisantes. La feuille de route des progressistes, c'est de promouvoir un internationalisme alternatif à la globalisation financière et libérale actuelle.

H- DES POUVOIRS ÉCONOMIQUES MAL CONTRÔLÉS ET DÉGAGÉS DES ARBITRAGES POLITIQUES ET CITOYENS

La libéralisation totale des mouvements de capitaux, le libre échange placé comme norme absolue et incontestable supérieure à toute autre considération ont affaibli les Etats. Le basculement de l'Union Européenne dans cette logique a accéléré cette dérive et fait perdre beaucoup de crédit à l'idée de pouvoirs politiques et démocratiques supranationaux capables d'imposer une meilleure redistribution des richesses, des droits sociaux renforcés, le respect de l'environnement et la prise en compte du long terme.

Les multinationales toutes puissantes n'ont de compte à rendre qu'à leurs actionnaires ; elles échangent en leur sein des flux financiers, de services et de marchandises considérables. Elles instrumentalisent les Etats d'autant plus facilement qu'elles ont acquis un immense pouvoir et que la notion de Bien Commun mondial se confond souvent avec la liberté de commercer ! Elles cherchent désormais à développer leur pouvoir sur des millions de vies humaines par une confiscation, à leur seul profit, de technologies, comme c'est le cas avec les OGM.



3 L'IMPÉRATIF ÉCOLOGIQUE ACCÉLÉRATEUR DU CHANGEMENT SOCIAL

A- UNE PRISE DE CONSCIENCE PLANÉTAIRE

La prise de conscience des menaces qui pèsent sur la planète et son avenir apparaît de plus en plus nette dans les pays développés. La question environnementale est perçue de façon plus contrastée dans les pays les plus pauvres ou en voie de développement. Ces derniers estiment que les plus riches, qui ont causé l'essentiel des pollutions cumulées, ont la responsabilité de les combattre. Néanmoins, on voit aussi dans ces pays de nouvelles mobilisations, soit parce qu'ils risquent d'être les premières victimes des effets du changement climatique, soit parce que l'exploitation de leurs ressources et un mode de développement polluant menacent leur santé ou leur survie.

Nos concitoyens mesurent de façon assez diffuse que de profonds déséquilibres écologiques menacent leur environnement et ils ont parfois des difficultés à participer aux arbitrages politiques et aux changements de pratiques citoyennes pourtant nécessaires à l'émergence d'un nouveau mode de développement. Il faut être conscient que les priorités et les méthodes d'action ne sont pas neutres et doivent être intégrées à des choix politiques et de civilisation plus globaux.

Même si le marché et l'accumulation d'énormes profits se développent dans le champ de la dépollution, les limites écologiques du modèle capitaliste actuel sont manifestes. Elles constituent une raison nouvelle de le transformer en profondeur. L'impératif écologique peut redonner sens et actualité à des fondamentaux de la gauche (service public, planification, solidarité internationale...). Il lui impose de redonner sens à l'idée de progrès, qui ne doit pas être confondu avec le productivisme.

Il y a donc urgence que la Gauche engage sa révolution culturelle écologique.

B- LA CRISE ÉCOLOGIQUE INDUIT UN CHANGEMENT PROFOND DE SOCIÉTÉ

À Rio, le concept de développement durable avait permis de faire admettre que, pour répondre aux besoins des générations présentes tout en préservant le de-

venir des générations futures, il était nécessaire de modifier de manière substantielle nos modes de fonctionnement, notamment en traitant ensemble les questions sociales, d'environnement et d'économie, en s'attaquant à la pauvreté et aux modes de production et de consommation non viables, en faisant reposer les politiques publiques sur certains principes (participation, prévention, pollueur-payeur, précaution).

Il en est résulté de nombreux discours, mais peu d'actions en profondeur réelles. Certains ont cru (ou fait mine de croire) que l'on trouverait des technologies salvatrices (et rentables !) pour corriger les dégâts... ce qui n'est pas encore le cas. Et si la science doit être mise à contribution, elle ne saurait nous dispenser de changements plus globaux.

En effet, il s'agit bien de s'interroger sur le système même de production et de consommation et, le cas échéant, de revoir les objectifs de la croissance. La relation étroite entre la crise écologique et les effets néfastes du système capitaliste reste trop souvent occultée et les multinationales appréhendent les difficultés environnementales comme une source nouvelle de profit.

C- LA DIMENSION GÉOPOLITIQUE

Les Etats-Unis, plus gros pollueurs de la planète, ont perdu de leur puissance morale du fait de leur soumission aux grands trusts mondiaux. Certains ont compris le danger et essaient de leur redonner le leadership dans la lutte contre le réchauffement climatique, mais il s'agit souvent de lobbies industriels nouveaux qui s'opposent aux lobbies industriels anciens.

Par ailleurs, les pays pauvres subissent plus que d'autres effets du développement actuel, avec comme conséquences la déforestation, les îles submergées, les cyclones plus violents, la désertification... Une stratégie renouvelée de l'aide au développement et, sans doute, un effort massif s'imposent donc.

Mais plus largement, il faudra défendre de nouveaux principes, comme la souveraineté alimentaire et promouvoir une certaine «relocalisation» des économies permise par la réduction des échanges induisant des transports polluants et peu utiles... si ce n'est pour quelques profits supplémentaires.



4 DANS LE MONDE DÉVELOPPÉ, UNE SOCIÉTÉ QUI SE TRANSFORME SANS COHÉRENCE ET SANS VISIBILITÉ

A- DES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES RAPIDES

Dans de nombreux secteurs (télécoms, biotechnologies, eau, énergie, transports...), les changements technologiques ne sont pas toujours bien maîtrisés et semblent commandés par la seule loi du profit. Ainsi, les télécommunications, secteur vital de développement, à la croisée des technologies numériques, du spatial et des industries du contenu, ont permis la réalisation de profits énormes et témoignent d'une dépendance totale vis-à-vis d'un nombre limité d'entreprises multinationales, loin du contrôle politique minimum nécessaire dans un secteur d'intérêt général. La même observation s'applique aux biotechnologies, dont le développement exponentiel pose d'énormes questions non résolues d'éthique ou d'évaluation des impacts. Le marché ne saurait être le seul acteur de ces bouleversements. Il n'est pas le juge adéquat pour apprécier ce qui est bon pour le progrès humain.

B- L'INSÉCURITÉ SOCIALE

L'idéologie libérale met l'accent sur le mérite individuel, simplement corrigé par des mesures touchant à «l'égalité des chances. Elle aboutit à l'affaiblissement des protections et des solidarités collectives, à l'accroissement de la précarité, à un sentiment croissant d'isolement et à des tensions qui perturbent gravement les individus mais aussi l'équilibre de nos sociétés. Il est peu probable que les récents accords patronat- syndicats sur une soit disant «flexisécurité» à la française permettront de réduire cette montée de «l'insécurité sociale». Même dans les pays nordiques, l'idée ne séduit plus, car elle développe à l'excès la flexibilité et elle réduit l'intervention du travailleur à une tâche momentanée. Le salarié est de moins en moins considéré comme un co-acteur du développement de l'entreprise. Les conséquences sont une moindre reconnaissance du monde du travail, à tout point de vue.

En ce début de 21^e siècle, il faut redonner du sens à un progrès social fondé sur la solidarité et sur une amélioration de la condition des salariés.

C- UNE CONCENTRATION TERRITORIALE ET SOCIOLOGIQUE DES INÉGALITÉS ET DES PRÉCARITÉS

Aux inégalités sociales s'ajoutent, de plus en plus, des ségrégations spatiales inquiétantes. Elles provoquent une certaine ghettoïsation, qui déstabilise fondamentalement le pacte républicain et met à mal le «vivre ensemble». Certains quartiers d'habitat social subissent ainsi une spirale d'accumulation des problèmes et il faut bien avouer que les politiques de la Ville n'ont pas su réellement empêcher ces dérives et assurer à ses habitants une réelle égalité des chances et des droits.

Ces problèmes sont la partie la plus visible d'un mécanisme de ségrégation qui s'opère sur la plupart des territoires. Ainsi, de nombreuses familles modestes ne peuvent plus vivre en ville et doivent s'installer de plus en plus loin de leur lieu de travail, voir des services. La spéculation foncière et immobilière joue un rôle redoutable d'écrémage social.

On ne saurait oublier la désertification de certains secteurs ruraux. Le démantèlement des services publics les touche de plein fouet, mettant en cause l'un des piliers de l'égalité républicaine.

Cette segmentation de la vie sociale entretient des suspicions, des incompréhensions entre les citoyens et renforce les mécanismes de discrimination. La droite libérale peut se satisfaire de ces cloisonnements sociaux et des inégalités territoriales, mais la Gauche ne peut l'accepter.

D- L'INSÉCURITÉ ET LA VIOLENCE NOURRISSENT LA DÉSAGRÉGATION SOCIALE

Dans les pays développés, au-delà des statistiques de diminution des violences physiques, se développent un sentiment d'insécurité et une montée des peurs. Ce qui est en cause, c'est la distance croissante entre des individus autonomes, de plus en plus imprévisibles et tout ce qui devrait collectivement assurer leur bien-être (relation entre insécurité sociale et insécurité physique). En ce sens, il s'agit ici d'un échec profondément politique. Un système économique qui valorise le rapport de force, la «gagne» contre autrui, l'incapacité de faire triompher le droit dans les relations internationales, mais aussi le droit du plus faible face à la loi du plus fort dans la société, ne peut être exonéré de la responsabilité de cette montée de la violence.

Toutefois, comme les classes populaires souffrent le plus de ces insécurités et comme les plus riches en profitent pour exclure, condamner et «ghettoifier», la Gauche se doit d'obtenir des résultats dans ce domaine, d'autant plus que le

tout répressif de la droite montre son inefficacité. Certes, la sécurité n'est pas dissociable d'une société plus juste, plus démocratique et plus solidaire. Certes, on peut développer aisément une stratégie plus cohérente et mieux intégrée alliant justice, prévention, répression, éducation et actualisation du pacte civique. Mais le combat contre la violence, contre toutes les formes de violence se gagnera avant tout par un changement de posture. Il faudra :

- au-delà de la mise en cause des responsabilités de la société ou des autres, aider les individus à assumer leurs propres responsabilités ;
- pour autant, face aux actes de délinquance, privilégier, tant dans la prévention que dans la répression, les réponses collectives plutôt que les considérations individuelles ;
- faire de la République et de l'État de droit un modèle de justice et de morale citoyenne. En ce sens, les institutions de la République et en particulier l'École ne sauraient accepter la violence, sous quelque forme que ce soit.

E- LA DÉMOCRATIE SANS LE PEUPLE

Les dictatures militaires ou les régimes totalitaires sont encore nombreux encore à travers le monde. La démocratie progresse lentement. La majeure partie des pays occidentaux a la chance de vivre dans la liberté. Cette chance, il faut l'entretenir et ne pas se satisfaire d'un système imparfait. Dans nos démocraties, le pouvoir médiatique manipulé par de grands groupes industriels et financiers est toujours plus important. L'objectif premier des dirigeants devient la minimisation des risques pour se maintenir au pouvoir, plutôt que la recherche de l'innovation politique porteuse de progrès. Le système privilégie les tendances techniques et gestionnaires des représentants élus, plutôt que leur capacité à traduire les aspirations populaires et à y répondre. En somme, une démocratie dépolitisée et dépolitisante, une illusion démocratique.

F- LA MONTÉE DES INTÉGRISMES

La laïcité est la pierre angulaire du pacte républicain et elle repose sur trois valeurs indissociables : liberté de conscience, égalité en droit des options spirituelles et religieuses, neutralité du pouvoir politique. Ce pacte est en passe d'être mis à mal de manière volontaire ou involontaire dans plusieurs pays occidentaux, car les phénomènes migratoires combinés aux évolutions géopolitiques ont entraîné une montée des communautarismes, dont certains dirigeants se sont servis comme support de clientèles électorales.

Des intégrismes religieux aux nombreux débouchés politiques, locaux et internationaux, se sont développés sur ce terreau, en s'appuyant sur des conflits ancestraux ou récents et en s'articulant étroitement avec les difficultés sociales

ressenties. Dans cette société compliquée et confuse, il se trouve que cet intégrisme coïncide avec une indiscutable aspiration à une vie spirituelle plus intense, qui se traduit ici par un sentiment religieux plus intense, là par le développement de sectes ou d'églises parallèles. Cette coïncidence momentanée ajoute encore à la confusion des valeurs et aux exploitations des plus fragiles et des plus crédules.



5 L'EUROPE, UN GRAND DESSEIN DÉTOURNÉ

A- UNE MÉTHODE COMMUNAUTAIRE, FONDÉE SUR UN COMPROMIS BÂTARD DROITE/GAUCHE

Il y a 60 ans, l'Europe sortait d'un effroyable conflit. Il y a 30 ans à peine, près de la moitié des pays qui composent aujourd'hui l'Union Européenne étaient encore des dictatures. Formidable évolution : nous vivons aujourd'hui dans un continent démocratique et pacifié. Un continent riche d'une culture éblouissante et de peuples attachés aux idées de progrès et de solidarité. Pour faire fonctionner cette Europe fondée sur les représentations des Etats, une méthode s'est mise en place : la recherche obstinée de consensus à partir de compromis entre la droite et la gauche. Cette méthode a sans doute été utile au démarrage de l'Europe, lorsqu'un petit groupe de pays pesait politiquement sur les orientations à adopter. Elle se révèle aujourd'hui totalement inadaptée à l'Europe à 27. Mais surtout, ce consensus a été profondément déséquilibré au profit de la Droite, car ni l'Europe sociale, ni l'affirmation d'une Europe politique proche des citoyens, ni des progrès partagés avec une solidarité réelle entre pays ne sont véritablement au rendez-vous de ce demi-siècle de construction européenne.

B- UNE EUROPE DES MARCHANDS ET DES RENTIERS, LOIN DES IDÉAUX GÉNÉREUX À LA BASE DE L'UNION

En quelques années, l'Europe a changé de visage : la plupart du temps, la finance prime sur les politiques communes et les solidarités. Le «grand dessein européen» a été sacrifié sur l'autel de l'idéologie marchande. Toutes les politiques mises en œuvre depuis des décennies visent en effet à favoriser la libre concurrence et l'accumulation du capital au détriment de la redistribution :

démantèlement des protections sociales, flexibilité accrue du marché du travail, privatisation des services publics.

Ceci ne signifie pas pour autant que tout a été négatif durant la dernière période. C'est ainsi que des progrès ont été réalisés dans le développement régional, dans les politiques environnementales, dans les échanges culturels, dans la coopération intra-européenne. En parallèle, l'Europe spatiale s'est affirmée. Mais, au vu de la situation mondiale, le compte n'y est pas.

C- L'ABSENCE D'EUROPE SOCIALE ACCENTUE L'ACTUELLE CRISE EUROPÉENNE

Depuis 1981, la gauche française a plaidé pour que, dans les instances européennes, soit édicté un cadre social commun, en particulier pour faire avancer les droits des travailleurs. La volonté de faire progresser la construction européenne a conduit à privilégier l'intégration économique et monétaire et à promettre pour plus tard l'affirmation de l'Europe politique, puis sociale. Ce cycle optimiste n'a pas eu lieu. Au contraire, la libéralisation des capitaux, la libre concurrence généralisée et l'abandon de la maîtrise politique des choix monétaires et de la préférence communautaire ont accéléré le dumping social et le démantèlement des protections sociales. Pendant cette période, la croissance a été parmi les plus faibles de l'histoire de notre continent. Ainsi l'Europe apparaît en quelque sorte comme «le cheval de Troie» de la globalisation libérale, au lieu d'être un espace de protection, de progrès partagé et un acteur d'un monde harmonieux et juste.

D- UN FONCTIONNEMENT INADAPTÉ

Construction inédite, fruit de longues et laborieuses tractations, l'Union Européenne est un «objet politique non identifié». La difficulté à mettre d'accord 27 États-nations peut expliquer le recours à des solutions techniques parfois alambiquées et donc à des textes abscons. Reste que ce recours volontaire à l'opacité, qui n'a rien de nouveau (les fameux pères fondateurs de la Communauté Européenne, dès les années 50, l'assumaient pleinement) n'est pas anecdotique. Elle en dit long sur le projet politique des cercles dirigeants de l'Union, qui semblent convaincus qu'en matière d'Europe, l'association des peuples n'est pas la priorité, loin s'en faut. Beaucoup de dirigeants européens se servent de l'Europe plutôt qu'ils ne cherchent à servir ou à nourrir un projet politique européen.

Au cœur du débat sur l'Union européenne, il y a donc la question démocratique. Il est difficile d'accepter que des institutions non élues (la Commission ou la Banque centrale Européenne par exemple) puissent imposer leur loi au Parlement issu du suffrage universel. Il y a aussi la nécessité de clarifier le projet commun

que nous souhaitons construire : une zone de libre échange ou une force politique indépendante, qui promeut un modèle social et humaniste ambitieux et une certaine vision d'un monde multipolaire équilibré. On ne fera pas l'économie de ce débat politique pour relancer la construction européenne. Ce n'est évidemment pas le traité constitutionnel, transformé par un artifice en «mini traité» et en cours d'adoption en laissant les peuples à l'écart, qui facilitera cette évolution.

E- ET POURTANT, LE DÉSIR D'EUROPE TRAVAILLE LES PEUPLES DU CONTINENT

L'Europe ne se fera pas sans les citoyens, qui sont majoritairement favorables à la construction européenne, pourvu qu'ils en soient les acteurs.

Les études d'opinion faites auprès des Européens montrent que le socle de valeurs communes existe ; il n'y a pas de cassure entre la citoyenneté nationale et l'appartenance à la communauté européenne. Mais demeurent des différences d'appréciation, qu'il s'agisse des valeurs, des concepts politiques ou des modèles économiques. Elles ne seront surmontables avec le temps que s'il existe un projet politique européen relayé par les Etats. Ce qui suppose que la gauche européenne soit capable de politiser les enjeux et de construire de nouvelles convergences entre citoyens européens. Les récents mouvements sociaux, partout dans nos 27 pays, en faveur d'une hausse salariale et de l'égalité de traitement des salariés sont de ce point de vue encourageants. Les forces politiques de gauche doivent tout faire pour que s'accélère la prise en compte de ces aspirations communes.

N'ayons pas peur des mots, c'est une profonde réorientation de la construction européenne qui s'impose. Sinon, le nationalisme le plus étriqué et le plus dangereux ressurgira sur notre continent.



6 EN FRANCE, LA POLITIQUE EN PERTE DE SENS

A- MUTATIONS ET CONSCIENCE DE CLASSE

Comme d'autres, la société française diverse et plurielle vit de nombreuses mutations : les structures, les modes de vie et les aspirations évoluent au sein de

l'entreprise, de la famille, des territoires, des réseaux affinitaires. Ces mutations ont servi de prétexte aux théoriciens néolibéraux et de la «troisième voie» pour dépeindre une société désarticulée, où tous, des dirigeants aux ouvriers, feraient partie de la même «équipe», du même tout. Ainsi sont niées les divergences d'intérêt, la dynamique de transformation sociale qu'elles impliquent et la construction d'organisations collectives les incarnant.

Pourtant, bien des mouvements sociaux convergent, en manifestant une perception de plus en plus nette de l'appartenance à une classe sociale identifiée. Ceci est particulièrement visible, même si c'est assez récent, chez les employés.

Les différences entre classes sociales sont toujours aussi marquées, sauf que celles-ci ont changé de nature. Ce qui domine dans ces évolutions, c'est la persistance, voire dans certains domaines, la croissance des inégalités : revenus, chômage, éducation, santé, sécurité, accès au logement, accès à Internet, ... Des poches d'exclusion se créent, des groupes sociaux nouveaux apparaissent : les travailleurs pauvres, les «classes dangereuses». Néanmoins, ces inégalités structurées, renaissantes, ne sont pas toujours organisées par une conscience capable d'animer un mouvement collectif durable et de donner une expression aux rapports sociaux sous-jacents, ce qui n'est pas sans poser problème pour l'identité sociale des membres des classes populaires. D'autant que celles-ci sont présentées souvent sous des formes négatives ou anecdotiques, qui découragent d'autant les sentiments d'appartenance.

Comment, dans ses conditions et malgré d'indéniables avancées, ne pas ressentir les insuffisances de la gauche au pouvoir ? Comment ne pas comprendre un certain scepticisme vis-à-vis de la politique et des politiques ? Pourquoi s'étonner que l'on préfère à l'engagement politique ce qui est immédiatement perceptible dans ses résultats, comme l'engagement humanitaire ?

L'affirmation de la gauche passe par une description contemporaine des classes sociales, ainsi que des fronts à réaliser pour transformer la société. Elle ne saurait accepter l'illusion de leur disparition, dont on voit bien qu'elle sert l'idéologie et les intérêts de la bourgeoisie financière mondiale.

B- UNE DROITE RECOMPOSÉE ET SANS COMPLEXE, QUI PRATIQUE UN NÉO-LIBÉRALISME CYNIQUE ET PROVOQUANT

Le gaullisme, puis le chiraquisme n'avaient pas totalement tourné le dos aux va-

leurs du Conseil National de la Résistance. S'appuyant sur un travail de fond entrepris notamment par des clubs politiques proches des milieux d'affaires, le président actuel a, au contraire, décidé de mettre en œuvre une «rupture».

Le sarkozysme, c'est à la fois une méthode et un projet : la brutalité et la provocation au service de l'objectif du «grand saut libéral». Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le démantèlement progressif des protections sociales et des services publics, c'est l'offensive contre les politiques de redistribution, avec, comme conséquence la généralisation de la précarité.

Les récentes élections locales et la multiplication des grèves illustrent la résistance des Français à la mise en pratique du sarkozysme. Reste que la droite au pouvoir a du temps devant elle pour tenter de rendre irréversible cette rupture libérale. Raison de plus pour s'organiser en conséquence.

C- LES CLIVAGES DROITE/GAUCHE ONT CHANGÉ DE NATURE MAIS DEMEURENT

Le clivage droite/gauche n'est contesté qu'à partir du moment où il commence à se brouiller. Pour concrétiser sur le terrain politique la domination supposée incontournable du système capitaliste, la droite a entretenu l'idée que ce clivage n'avait plus de raison d'être.

Ce brouillage s'explique aussi par la conversion progressive de la gauche aux solutions gestionnaires. Il est indéniable par ailleurs que les offensives néolibérales qui se sont succédé depuis le début des années 80 ont fini par convaincre bon nombre de travailleurs des pays développés que la croissance économique couplée à la charité, privée ou institutionnelle, était le seul système crédible pour assurer leur avenir, plutôt que la redistribution couplée à l'intervention de l'État.

Ce brouillage idéologique permanent, relayé par la médiatisation, peut et doit être combattu. Il existe en effet un certain nombre d'analyses et de positions qui permettent de distinguer nettement la gauche de la droite. C'est bien l'objet de l'ensemble de notre démarche que de les faire valoir.

D- UN FOSSÉ ÉLARGI ENTRE LE PEUPLE ET SA REPRÉSENTATION POLITIQUE

Le véritable séisme des présidentielles de 2002, qui aurait dû amener toute la classe politique à se remettre en question, n'a eu aucune conséquence sérieuse, ni à droite, ni à gauche. Et pourtant, depuis plusieurs années, l'une après l'autre, les élections démontrent la crise de la représentation politique : votes protestataires, abstention, baisse des scores de toutes les formations de la gauche de gouvernement.

Les catégories populaires marquent, plus que jamais, leur défiance envers les gouvernants et ce sont aussi celles qui souvent font défaut à la gauche.

Il faut aussi rappeler l'importance, pendant bien des années, du vote populaire en faveur du Front national. La montée des populismes et des partis d'extrême droite dans de nombreux pays constitue une faiblesse pour la gauche et un risque majeur à conjurer.

Pour la gauche, l'exemple le plus flagrant du décalage avec le peuple est celui du vote sur le projet de traité constitutionnel européen, où l'essentiel de la direction du PS puis une majorité de ses adhérents se sont prononcés pour le Oui, alors même qu'une très grande partie de son électorat et de la gauche a voté Non... sans compter que l'écart est encore plus net si l'on observe le vote des ouvriers et des employés. Le décrochage entre la gauche (tous partis confondus) et le monde du travail est un handicap majeur. Si lors de l'élection présidentielle de 2007 la gauche a mobilisé davantage, mais de manière fugace, l'électorat des quartiers populaires urbains, les ouvriers, et les employés ont toutefois voté largement en faveur de N Sarkozy. La reconquête du monde des ouvriers et des employés constitue une priorité absolue pour le renouveau de la gauche.



7 DE LA CRISE POLITIQUE À LA CRISE DE CIVILISATION

Certains penseurs libéraux avouent: «Nous quittons la civilisation de la société industrielle, qui avait connu son apogée pendant les trente glorieuses, mais nous ne savons pas très bien par quoi la remplacer».

Un prix Nobel de physique considère même que nous sommes entrés dans une nouvelle ère, l'«anthropocène», dont l'issue est incertaine, car 60% des services fournis par les écosystèmes terrestres sont déjà dégradés.

Colin Crouch, sociologue et politologue, estime, lui, que nous sommes entrés dans une nouvelle période historique, qu'il appelle la «post-démocratie», dans

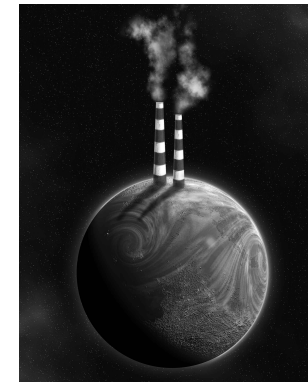
laquelle la vieille gauche socialiste et social démocrate a abandonné ses revendications fondamentales pour entrer dans une intégration au sein de la démocratie libérale.

Il y a quinze ans, Edgar Morin écrivait déjà : «Civiliser la terre, transformer l'espèce humaine en humanité devient l'objectif fondamental de toute politique aspirant non seulement à un progrès, mais à la survie de l'humanité. Il est dérisoire que les socialistes, frappés de myopie, cherchent à «aggiornamenti», moderniser, social-démocratiser, alors que le monde, l'Europe, la France sont confrontés aux problèmes gigantesques de la fin des Temps Modernes»

Même si nous mesurons bien l'immensité de la tâche et les obstacles à surmonter, nous considérons que le devoir de la Gauche aujourd'hui est d'apporter de vraies réponses à cette crise de civilisation et de rompre avec la théologie de l'impuissance qu'elle semble parfois cultiver.

Dans ce qui suit, nous poursuivrons l'analyse en mettant en évidence les fausses pistes et les réponses inadaptées aux enjeux politiques de l'époque. Puis, nous montrerons que des bases existent pour bâtir de véritables alternatives et jeter les premières propositions d'un débat collectif débouchant sur une espérance nouvelle à gauche.

Chapitre II



FACE À CES CRISES, LA FAIBLESSE DES RÉPONSES AJOUTE AU DÉSENCHANTEMENT

Le capitalisme règne sans partage ; face à ce système, il n'y a rien, aucun modèle alternatif. Combien de fois n'avons-nous pas lu ou entendu cette affirmation ? Pas étonnant que certains, à gauche, aient la tentation de remettre leurs ambitions et de considérer que le rôle de la gauche serait désormais d'améliorer le système, de l'«humaniser», faute de mieux, de limiter la casse, faute de pouvoir imaginer une alternative globale. Cette approche, qui se fonde sur un bilan lucide, mais partiel, de la situation actuelle, semble d'autant plus pertinente qu'elle part d'un postulat incontestable : les anciens «modèles» de la Gauche sont inadaptés au monde d'aujourd'hui.



1 LES ANCIENS «MODÈLES» DE LA GAUCHE SONT INADAPTÉS

Le XX^e siècle a vu l'émergence de deux courants politiques importants dans le camp progressiste, le communisme et la social démocratie.

A- FAILLITE DU COMMUNISME

La disparition de l'Union Soviétique et de ses satellites à l'Est de l'Europe a sonné le glas des sociétés qui se réclamaient du communisme et du «socialisme réel». Elles ont le plus souvent sombré dans d'effroyables tragédies humaines, faisant des millions de victimes ; elles ont soumis la vie des hommes à des Etats policiers implacables ; économiquement et socialement, elles ont élaboré des systèmes qui ne se sont pas révélés viables. Leurs variantes dans les autres continents (Asie, Afrique, Amérique Latine), qui subsistent ou non, sont aussi marquées par des échecs cuisants.

Aucun des partis communistes dans le monde, notamment en Europe Occidentale, n'a été épargné par les stigmates du stalinisme. Certains ont disparu ; d'autres ont subi un recul général de leur influence ; le magnifique idéal humain et la grande espérance qu'ils ont représentés en ont été lourdement affectés. Pour sa part, le communisme français n'a pas échappé à cette faillite : mais précisément parce que sa culture est fille de l'histoire de notre pays, il survit, comme on le dit d'une nappe phréatique, dans les couches profondes de la société.

Si la lettre du communisme est morte, son esprit –qui, à sa source, appelle le partage des avoirs, des pouvoirs et des savoirs– hante toujours le monde. Quant à l'œuvre de Karl Marx, elle est désormais inscrite dans l'histoire de la pensée humaine ; elle fournit encore aux combattants de l'émancipation humaine de nombreux concepts opératoires, comme ceux de classes sociales, d'exploitation, d'aliénation, de fétichisme de la marchandise, d'extraction du travail vivant.

B- ÉCHEC DE LA SOCIAL DÉMOCRATIE

À première vue, la social démocratie n'a pas connu le même sort. Parce qu'elle a rapidement plaidé pour la conquête pacifique du pouvoir, parce qu'elle a très tôt accepté d'exercer des responsabilités gouvernementales (en jouant le jeu de ce qu'on appela longtemps la «démocratie formelle», qui suppose alternance et respect des libertés et droits fondamentaux), parce qu'elle a mis «l'espérance révolutionnaire» entre parenthèses, elle se maintient tant bien que mal, au point de représenter aujourd'hui, dans la plupart des pays, la seule alternance crédible face au camp conservateur.

Elle a même connu son âge d'or, dans un contexte économique et territorial précis (les «trente glorieuses» en Europe), qui a fait beaucoup pour sa réputation. En conciliant efficacité économique et réformes sociales, elle a contribué un temps à accréditer l'idée selon laquelle le capitalisme pouvait faire l'objet de sé-

rieuses régulations permettant l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, matérielles (via la redistribution) et intellectuelles (via l'éducation). L'objectif de la social démocratie européenne aurait alors pu se résumer par le slogan : le pain et la liberté, plus l'émancipation individuelle.

Pourtant, le courant social démocrate a subi de plein fouet les évolutions contemporaines du système capitaliste. Mal préparée aux mutations technologiques et financières induites par le processus de mondialisation, la social démocratie a perdu pied au début des années 80 : alors que les libéraux ont accompagné idéologiquement et politiquement l'accélération des échanges et l'explosion des moyens de communication, les sociaux démocrates ont laissé faire, paresseusement confiants dans les vieilles recettes et les vieilles grilles de lecture, pensées dans le cadre des Etats Nations et avec un mode de production issu de la deuxième révolution industrielle.

**2 LES IMPASSES**

D'autres voies, inspirées par des «valeurs refuges» de la pensée politique actuelle n'offrent aucune perspective réelle et conduiraient à des impasses.

A- LE MIRAGE DE LA «TROISIÈME VOIE» ET DE LA GAUCHE DITE MODERNE

La crise actuelle de la social démocratie vient de son incapacité à penser le capitalisme financier transnational et ses conséquences. En retard d'une révolution, bon nombre d'idéologues progressistes ont rendu les armes : plutôt que d'élaborer une réponse politique, ils ont suivi le mouvement, en faisant mine d'en maîtriser la direction.

Cette idéologie de la «troisième voie» n'est finalement que le renoncement à la transformation du monde capitaliste et des rapports de forces sociaux. Sous couvert de modernité et d'efficacité, le «blairisme», le «clintonisme» et leurs avatars multiples proposent d'accompagner la mondialisation libérale, voire d'accélérer le rythme (hymne au libre échange, aux opportunités de la globalisation financière...) tout en prenant soin de maintenir, tant bien que mal, les

inégalités dans les pays développés à un niveau supportable. Dans la marchandisation généralisée du monde, la «troisième voie» se démarque essentiellement des idéologues libéraux par la volonté d'«humaniser» le système, d'en atténuer un peu la brutalité.

La gauche dite moderne a donc choisi de s'adapter à la logique du nouveau capitalisme financier transnational. À quelques exceptions près, la plupart des socialistes européens – écartés du pouvoir dans les années 1980 – se sont engagés dans un processus de révision idéologique, renonçant à toute ambition de transformation sociale radicale et intégrant à leurs programmes la majeure partie des prescriptions économiques des libéraux : privatisation, déréglementation, libéralisation des échanges, flexibilité du marché travail, réduction des dépenses publiques et allègement des «charges» fiscales et sociales.

Le XX^e siècle s'est refermé sur un paradoxe politique désastreux. En effet, à la fin des années 1990, la gauche reprend les commandes dans de nombreux pays d'Europe. Il y avait là une occasion historique : celle de réorienter la construction européenne, par exemple en harmonisant par le haut les normes sociales et environnementales, en coordonnant les politiques macroéconomiques au service du plein-emploi, en s'alliant aux pays en développement pour imposer la démocratisation des institutions financières internationales. On sait ce qu'il advint malheureusement de cette «séquence social démocrate», avec onze gouvernements «de gauche» sur 15 : ce fut, à l'arrivée, le traité d'Amsterdam (1999) et le traité de Nice (2001), qui ont consacré comme intangibles des critères macro économiques malthusiens pour la croissance, comme toute-puissante la Banque Centrale Européenne et qui ont mis hors jeu les régulations politiques de l'économie. L'élargissement de l'Europe s'est fait avant tout approfondissement et les ambitions redistributrices ou sociales ont été reléguées à une illusoire subsidiarité.

B- LES TENTATIONS CENTRISTES

En dépit de l'échec patent de la «troisième voie», certains persistent à croire que le salut de la gauche viendra de la prise en compte de certaines thèses libérales. En France, les plus cohérents sont allés au bout de cette démarche: à la faveur d'une élection présidentielle ratée, ils ont rejoint le camp du gagnant, maquillant en «ouverture» ce qui n'était que l'aboutissement logique de leur itinéraire idéologique.

Plus prudents, d'autres tentent de ressusciter le vieux rêve du centre triomphant. Leur tour de force, c'est de faire passer cette idée vieille de 100 ans pour une trouvaille majeure et même moderne : le rassemblement des raisonnables, des tièdes

et des modérés, pour affronter les défis d'aujourd'hui, pour contrecarrer la violence d'un système qui ne fera qu'une bouchée de leurs propositions «gagnant/gagnant». Naïveté ou double langage ? En tout cas, l'occultation des rapports de forces à l'œuvre dans la société, le plaidoyer pour un juste équilibre entre libéralisme et solidarité, se fracassent contre la réalité économique et sociale marquée par l'explosion des inégalités et la persistance d'une précarité de masse.



3

LES POINTS D'APPUI D'UNE GAUCHE VOLONTARISTE

Si l'on veut construire une alternative digne de ce nom, il faut penser autrement. Nous sommes convaincus que, pour transformer la société durablement, il faut des solutions radicales. Mais l'histoire nous a appris les erreurs qu'il faut éviter de renouveler et qui ont conduit par exemple à la chute rapide du Front Populaire, ou à la parenthèse de 1983 qui ne se referme pas. Les plus enthousiastes se tournent vers l'Amérique latine et la renaissance, dans un contexte cependant différent, d'une gauche volontariste et efficace. Il ne semble donc pas qu'il y ait de véritable «modèle» pour une gauche de combat, mais la convergence des contestations dans le contexte de l'actuelle mondialisation représente un point d'appui pour des changements radicaux.

Même multiforme, même désorganisée, cette contestation fait tache d'huile. Depuis le rassemblement des ONG de défense de l'environnement et d'aide au développement en marge du sommet de la terre de Rio en 1992, jusqu'aux manifestations de Seattle, Porto Alegre, Gênes, à l'organisation des Forums Sociaux Mondiaux, le mouvement n'a cessé de s'élargir et de rencontrer un écho grandissant à l'échelle internationale. Les femmes et les hommes qui les animent sont venus à la contestation de la mondialisation libérale par des chemins différents (refus des dégâts écologiques provoqués par les multinationales, révolte contre la dette des pays du Sud et les politiques du FMI, colère contre les délocalisations sauvages, manifestations contre l'OMC), mais ils sont mus par un idéal commun, celui de bâtir un autre monde.

Dans sa diversité, ce mouvement se retrouve sur des exigences communes. Il se

bat à la fois pour répondre à l'urgence écologique (arrêter la destruction des ressources naturelles, promouvoir un autre mode de développement), à l'urgence sociale (pour éradiquer la pauvreté), à l'urgence économique (pour en finir avec la marchandisation généralisée), à l'urgence démocratique (défense des droits de l'homme, appel à une gouvernance mondiale).

C'est finalement la question même du sens de la mondialisation que pose la critique radicale du libéralisme économique faite par ce mouvement, qui a remporté des succès, comme lors du combat contre l'AMI. Il promeut l'idée non d'un repli identitaire ou nationaliste, mais d'une autre mondialisation. Il avance une plateforme de propositions : salaires, retraites, protection de l'environnement, exigences de protection, limites de la libre concurrence... Et, fait capital, il réunit des citoyens du Nord comme du Sud.

Sans mythifier ce mouvement international de contestation anti-libéral, il faut en retenir l'essentiel : il renvoie la gauche politique à sa raison d'être, celle qui consiste à imaginer une alternative globale au système dominant, tout en lui offrant un formidable point d'appui. On peut aussi remarquer que, dans de nombreux pays, les thématiques nées de cette gauche des luttes s'imposent de plus en plus sur le terrain politique, comme en témoigne l'évolution des débats qui dominent la présidentielle aux États-Unis (salaires, sécurité sociale, santé, protection face à la globalisation, changement climatique).



4 LA MONTÉE DES PROJETS ALTERNATIFS DÉBOUCHE SUR LA NÉCESSITÉ D'UNE VRAIE RUPTURE AVEC LA SOCIÉTÉ ACTUELLE ET SUR UNE DEMANDE DE SENS

Les contestations de l'ordre dominant, du capitalisme et du libre échange sans règle prennent des formes nombreuses et variées. Elles peuvent apparaître de moindre portée, car elles ne s'appuient pas sur une critique et une vision globale. C'est précisément l'enjeu de la constitution d'une gauche mondiale que de faire converger des mouvements locaux, des pratiques parfois en marge, mais aussi des initiatives qui font tâche d'huile et dont une des caractéristiques est de

répondre en priorité aux besoins humains, à la préservation des écosystèmes, en associant celles et ceux qui doivent en être les bénéficiaires. Ces mouvements créent des solidarités actives et des mouvements collectifs. Les grands rassemblements comme les forums sociaux mondiaux ont montré la vitalité de ces mouvements. À l'évidence, ils ont impérativement besoin de prolongements politiques plus larges, tant au niveau de la gouvernance mondiale qu'à l'échelle nationale.

La Gauche se doit de mettre en valeur tous les mouvements de société montrant que des changements profonds sont :

- L'économie solidaire (avec la montée des besoins non totalement solvables, des aides à la personne, du développement local), l'économie sociale (moins vulnérable aux délocalisations) regagnent de la crédibilité. Des expériences intéressantes de microcrédit, de réduction des circuits «producteurs consommateurs» ou des plateformes locales de dépollution et de fourniture d'énergie se multiplient. Tous ces mouvements tendent à faire naître une économie libérée de l'hyper-valorisation du capital, non lucrative, créatrice d'emplois.
- Du côté des consommateurs, le souci de protéger les écosystèmes génère une évolution des modes de vie et des gestes citoyens porteurs d'une prise de conscience politique. On retrouve des évolutions similaires en ce qui concerne de grandes fonctions collectives comme la santé ou l'éducation.
- Pour l'essence même du capitalisme, c'est-à-dire la monnaie, ces dernières années ont vu se développer des expériences de monnaies sociales ou alternatives. Cela signifie logiquement que l'échelle des valeurs qui fondent la notion de richesse peut être modifiée.
- Le développement d'Internet et de ses applications présentes et prévisibles constitue une formidable révolution. On parle souvent des «success-stories» des nouveaux groupes industriels constitués. On parle moins du décloisonnement des esprits, des nouveaux réseaux d'échanges et de solidarité, des médias alternatifs...

C'est ainsi que s'organisent, peu à peu et sans publicité intempestive, des millions d'acteurs de la transformation sociale et d'une alter mondialisation qui montrent la possibilité d'avènement d'un monde nouveau. La Gauche doit offrir à ces citoyens actifs une reconnaissance, prendre en compte leurs attentes et favoriser le développement de leurs initiatives. Elle doit intégrer dans son projet cette dimension du changement, donnant un sens plus large à leur engagement.

Chapitre III



LES CONDITIONS POUR QUE LA GAUCHE OUVRE À NOUVEAU LES VOIES DE L'ESPÉRANCE

Construire l'avenir, ce n'est pas renier notre passé, c'est prendre en compte les échecs et les réussites, c'est être fier de notre histoire, c'est tenir compte des profondes évolutions sociales, économiques, technologiques à l'œuvre dans notre société du début de ce nouveau siècle.

Même en ce temps de mondialisation, la France, avec son sens de l'universel, garde un rôle éminent à jouer dans la bataille des idées politiques ; cette bataille, nous entendons bien la livrer.



Alors, la Gauche, c'est quoi ?

C'est certes un ensemble d'organisations politiques, d'associations, de clubs de réflexion, qui se réclament de valeurs communes, que nous allons rappeler.

C'est aussi et surtout une alliance sociale qui se manifeste par la volonté de changer la société actuelle : alliance entre ceux qui ne vivent que de leur travail, les salariés (et les retraités) et de ceux qui vivent de leur création et de leurs talents, les entrepreneurs, les artistes, les professions libérales. Cette alliance s'oppose

à ceux qui vivent de spéculation financière ou de l'exploitation de la production d'autrui, sans y apporter de «valeur ajoutée».

La Gauche, c'est enfin une posture par rapport au réel : un humanisme profond, un mouvement émancipateur, la foi dans le progrès et une attitude subversive pour changer le cours des choses.

Il faut, en préalable, rompre avec les «fausses évidences» et les mots ambigus

En effet, la lutte politique est aussi une lutte symbolique, chaque camp cherchant à comprendre à sa manière le monde pour mieux tenter d'imposer à tous une certaine représentation de celui-ci. Les mots, les représentations sociales, le fonctionnement ordinaire des médias et les techniques de persuasion visent à faire percevoir un monde historiquement et politiquement produit comme le meilleur des mondes possibles ou, à l'inverse, comme la source principale des injustices et des souffrances. Nous nous écartons radicalement de cette conception du débat politique fabricant une démocratie faussée.

Les citoyens sont conditionnés par des années de représentation sociale fondée sur des valeurs de droite et abusés par des mots dont le sens a été manipulé : rupture, réforme, égalité des chances, modernité... De même, le nécessaire recentrage de l'État, le déclin de la France, le poids des charges sociales, l'importance de la dette, le «trou de la Sécu» sont souvent présentés comme des évidences, qui servent de justificatif à des politiques de régression sociale.

Dans ce contexte, il est indispensable pour la Gauche d'identifier les diverses formes de pression idéologique et de manipulation de l'opinion utilisées par la Droite et ses alliés économiques. La «déconstruction» de l'idéologie dominante représente une étape essentielle du combat à mener.



1

LES VALEURS DE LA GAUCHE SONT MODERNES

L'identité de la Gauche repose sur des valeurs qu'il est bon de rappeler et qui marquent structurellement les différences entre le Droite et la Gauche.

A- LE «BIEN COMMUN» OU L'«INTÉRÊT GÉNÉRAL»

Historiquement, le concept d'intérêt général est né de l'idée que la société ne saurait se contenter d'arbitrer entre des intérêts particuliers et qu'il est indispensable d'exprimer un intérêt supérieur commun qui garantisse les équilibres sociaux, le respect des droits et la dignité de chacun. La République s'est en partie fondée sur ce concept dont il faut bien avouer qu'il a connu ces derniers temps une baisse de considération. La cause en est notamment que les néo-libéraux ont laissé croire que l'arbitrage marchand pouvait dans bien des domaines se substituer aux choix démocratiques de la communauté des citoyens.

Mais la crise écologique et la notion de «biens publics mondiaux» ont renforcé la prise de conscience de la pertinence de l'idée de Bien Commun.

La Gauche se doit de promouvoir ce qui constitue un véritable socle pour ses valeurs, car c'est l'intérêt général qui fonde le «vivre ensemble» et qui donne sa noblesse au politique. Certes les espaces où s'élabore aujourd'hui ce Bien Commun sont multiples : La nation, le peuple français, la citoyenneté française et européenne, les appartenances communautaires, ...mais c'est bien le rôle de la Gauche dans la République que d'en montrer le sens et la cohérence, au sein d'un projet politique renouvelé.

B- L'OBJECTIF DU PROGRÈS PARTAGÉ

L'idée de progrès s'oppose aux visions réactionnaires qui préconisent le retour aux valeurs et à l'ordre passés et aux fatalismes de tous poils. Le progrès ne se confond pas avec la modernité, qui valorise systématiquement le neuf, quels qu'en soient le sens et les conséquences, ou l'air du temps.

Le progressisme est un volontarisme, qui propose la maîtrise de l'avenir par l'humanité au service du développement humain.

Pour la Gauche, le progrès ne peut se limiter à l'apport des nouvelles technologies ou à l'accroissement général des richesses. L'enjeu est celui d'un progrès partagé par tous, qui se mesure à l'aune des valeurs humanistes et notamment de l'égalité. Ce doit être :

- **un progrès social.** Le progrès des conditions de vie des salariés des pays du Sud ne saurait légitimer les reculs sociaux dans les pays les plus développés. Nous devons au contraire favoriser la «contagion» du progrès social.
- **un progrès de la production de richesses.** Les richesses ne sont pas seulement des biens ou des services marchands : elles englobent la santé, l'éducation, la cul-

ture, la qualité des relations humaines. Le progrès ne se mesure pas à l'aune du seul PIB. Les indicateurs de développement doivent intégrer de nouvelles priorités.

- **un progrès écologique**, ce qui implique des actions de dépollution, de préservation des équilibres naturels et de l'environnement, mais aussi une nouvelle vision du développement économique, des activités humaines, des avancées de la connaissance et un comportement moins prédateur de l'Homme à l'égard de la nature.
- **un progrès des sciences, des techniques et de la connaissance.** L'extension des champs du savoir, la découverte du monde, la compréhension de ce qui nous entoure, le développement de la pensée sous toutes ses formes et son corollaire, l'encouragement à l'esprit critique, sont des moteurs fondamentaux du progrès. Pour autant, il faut rester vigilant et prévenir des dérives éthiques comme celles issues des biotechnologies.
- **un progrès de la citoyenneté**, pour que chacun ait la capacité de maîtriser son destin tout en participant à la destinée commune. Davantage de droits, de liberté, de cohésion sociale, d'éducation, d'accès au savoir et à la culture doivent permettre l'engagement de tous au service des valeurs républicaines et du bien commun.

C- LA RECONNAISSANCE DE L'UNIVERSALITÉ DES DROITS FONDAMENTAUX DE LA PERSONNE HUMAINE : LA RECHERCHE DE L'ÉGALITÉ

La Gauche s'est attachée à étendre l'égalité des droits du champ des droits civiques à celui des droits sociaux. La mutualisation a permis d'assurer chacun face aux risques de la maladie, de la vieillesse ou du chômage : c'est ainsi qu'est née la protection sociale. Fondée sur des cotisations liées aux entreprises, elle fut réservée aux salariés, puis ces droits furent élargis à tous.

Là où la Droite et les libéraux préconisent l'assurance individuelle -fut elle complémentaire à des prestations minimales de base- la Gauche propose l'égalité des soins, des prestations de haute qualité pour tous et une contribution de chacun à proportion de ses facultés respectives ou des prélèvements sur l'ensemble des richesses produites.

Acquis de civilisation, la protection sociale est aujourd'hui menacée, car sa marchandisation peut être une source d'énormes profits pour les assurances privées et les placements financiers. De même, le système des fonds de pension a longtemps été présenté comme plus performant que le système par répartition, avant de manifester clairement sa profonde inéquité et son manque de fiabilité.

Un objectif majeur pour la Gauche du 21^e siècle doit être de consolider les protections sociales collectives, mutualisées et universelles et de les élargir à de nouveaux champs comme la perte d'autonomie, le droit au logement, la garantie d'un environnement sain.

L'universalité de ces droits exige une mobilisation de la puissance publique, qui doit s'imposer non seulement une obligation de moyens (en particulier par le biais de services publics), mais aussi de résultats (recours des citoyens, contrôle du Parlement).

Parmi les droits fondamentaux de la personne, le droit à la propriété privée, s'il est intangible, ne doit pas pour autant se confondre avec l'ancien droit d'user et d'abuser. En ce siècle qui doit être celui de la solidarité écologique, il faut veiller à ce que l'extension sans fin des droits associés à la propriété privée ne conduise pas à menacer d'autres droits essentiels, collectifs et individuels.

D- LA COMPLÉMENTARITÉ ENTRE LES ASPIRATIONS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

Pour la Gauche, l'épanouissement individuel s'inscrit dans un projet collectif. La solidarité sociale va de pair, voire conditionne, l'épanouissement de la singularité individuelle. Le mouvement émancipateur doit concerner l'ensemble des pratiques, connaissances, théories, conceptions et mobilisations (sociales, idéologiques, politiques), qui peuvent contribuer à élargir la sphère d'autonomie des êtres humains.

Cette relation entre individu et collectif est de même nature que celle qui existe entre les notions complémentaires d'égalité et de liberté. La liberté politique a été conquise parce que les hommes de Lumières ont postulé au départ l'égalité de tous les êtres humains. De même, pour la Gauche, un homme ou une femme n'est vraiment libre que s'il a les moyens matériels et moraux d'exercer sa liberté. D'où cette volonté inlassable de combattre l'aliénation sous toutes ses formes et de promouvoir l'égalité sociale.

Pas question donc pour la Gauche d'opposer libertés individuelles et droits sociaux. Pour elle, un individu est un citoyen autant qu'un «homo economicus», un producteur et un acteur social au moins autant qu'un consommateur, un «animal politique» autant qu'un «agent économique». Forte de cette conviction, elle défend l'idée de solutions collectives aux aspirations individuelles. La volonté de

voir la puissance publique jouer un rôle central dans la vie économique et sociale part de ce postulat.

E- LE TRAVAIL COMME FACTEUR D'ÉPANOUISSEMENT ET DE PROGRÈS SOCIAL

Le travail libère et aliène : par lui, l'homme se réalise mais, par lui, l'homme souffre. Le rapport de la Gauche au travail se nourrit de ce paradoxe. C'est la raison pour laquelle nous combattons à la fois contre le chômage et pour l'augmentation des salaires, à la fois pour l'amélioration des conditions de travail et pour la réduction du temps de travail. Nous ne nous reconnaissons pas dans la grille de lecture libérale du travail, qui oppose emploi et salaires, emploi et code du travail.

La gauche veut une société de plein emploi, où chacun peut vivre décemment de son travail et subvenir à ses besoins ainsi qu'à ceux de sa famille. Le travail ne manque pas, si l'on développe les activités qui ne sont pas immédiatement solvables dans l'économie de marché (la préservation de l'environnement, des besoins éducatifs et d'accompagnement humain...), si l'on améliore les conditions d'exercice de métiers insuffisamment valorisés et rémunérés, si l'on promeut au mieux les talents de chacun, les capacités créatrices et l'initiative productrice.

C'est moins la «valeur travail» que nous défendons que la valorisation du travail. Mais l'humanité a engagé, depuis la nuit des temps, un mouvement de libération face au travail contraint et à la dureté du travail, en conquérant des espaces croissants de liberté, d'activités différentes, de temps choisis. Les activités ainsi développées ont enrichi nos sociétés. Rien ne légitime que s'arrête cette marche en avant. La Gauche doit assurer l'équilibre entre la reconnaissance du travail et l'accroissement du temps libre. Travailler mieux, travailler tous, travailler moins chacun et plus ensemble, gagner plus par le travail et moins par la rente s'oppose au «travailler plus et gagner plus» des libéraux ! Cela est possible, à condition que l'on ne considère pas comme intangible la répartition actuelle entre salaires et profits.

F- SOLIDARITÉ ET JUSTICE SOCIALE

La solidarité, qu'il ne faut pas confondre avec la compassion, est une valeur fondamentale de la Gauche, au cœur de la question sociale. Elle est invoquée lorsqu'il s'agit de définir un degré élevé de protection sociale, de maintenir le système de retraite par répartition, de permettre une indemnisation correcte du chômage, de donner un accès au savoir indépendant du niveau de revenu et des caractéristiques familiales. Elle implique donc inéluctablement une redistribution équitable des richesses et des politiques fiscales ambitieuses. Elle légitime

la création d'un revenu minimum garanti, sans pour autant se satisfaire de devoir compenser les dysfonctionnements et les injustices du système économique. Pour la Gauche, la solidarité est intimement liée à la justice sociale. C'est pourquoi elle ne saurait accepter le procès qui lui est fait par les libéraux, qui fustigent l'assistanat, pour mieux réduire la contribution des plus riches à la solidarité.

La solidarité manifeste le besoin de l'autre autant que la fraternité qui unit nos destins. Elle ne contredit pas l'autonomie de chaque personne, qui est reconnue comme originale et indispensable à tous. Au contraire, elle permet l'émancipation, en tentant de libérer chacun du poids de fléaux qu'il ne saurait affronter seul. C'est pourquoi il faut combattre, de front, la droite qui présente la solidarité comme un poids pour nos sociétés et une sorte de boulet pour l'initiative individuelle !

G- UN NOUVEL INTERNATIONALISME

La réalité du monde d'aujourd'hui doit amener la Gauche à porter une critique sans concession de la mondialisation actuelle et à proposer d'autres formes de développement et d'échanges.

La mondialisation économique ne doit cependant pas masquer la montée de l'universalisme, c'est-à-dire d'une conscience universelle de plus en plus partagée, au-delà des différences de races, de religions et de régimes politiques. Chacun devrait se réjouir de l'accroissement des échanges culturels, de la protection accrue des droits de l'homme, de l'amélioration du niveau de vie d'une partie importante de l'humanité, de l'accès plus aisé à l'information, d'une conscience accrue des dangers encourus par la planète. Tout ce qui porte l'universel et l'émergence d'une humanité plus unie doit être défendu, développé. Nous devons être porteurs d'une autre vision du monde, ne se limitant pas à l'aspect économique et qui doit pouvoir s'incarner concrètement, au-delà des incantations, dans les composantes principales des activités humaines : la santé, l'éducation, le travail, la culture, la vie familiale

L'internationalisme fait partie des fondamentaux de la Gauche : il signifie historiquement la recherche de la paix, mais aussi d'une alliance des travailleurs, des exploités, pour lutter contre toutes les formes d'oppression liées au capitalisme et à l'impérialisme. Le repli sur l'État Nation réputé protecteur serait l'expression d'un certain conservatisme et en tout cas d'un recul idéologique.

Une telle approche ne doit naturellement pas servir de prétexte à un recul de l'intervention publique, à l'impuissance des États et à l'abandon de la nation comme espace politique. Elle s'inscrit dans la perspective d'une communauté politique sou-

veraine, plus large, capable de développer un cadre démocratique et progressiste plus prometteur, permettant par exemple d'envisager des accords équitables, négociés entre Etats ou groupe d'États et capables de mettre fin à une globalisation sans règles qui accroît les inégalités. Il nous faut donc donner un nouveau contenu à l'internationalisme et en assurer une traduction politique adaptée à ce siècle.

H- LA RESPONSABILITÉ DE TOUS FACE À L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

La financiarisation de l'économie et la recherche du profit maximal à court terme négligent les investissements à long terme, qu'ils soient matériels ou humains. La détérioration de la planète s'accélère et nous sommes encore loin d'inverser certaines tendances destructrices. La réduction des capacités budgétaires des Etats prive des ressources nécessaires la recherche et les actions à visée longue et dont la rentabilité commerciale n'est pas assurée.

Pourtant, plus que jamais, la capacité à préparer l'avenir lointain s'impose. Cette exigence devrait donner un sens renouvelé à une planification associant les citoyens, l'ensemble des acteurs économiques et sociaux, qui permettrait d'ajuster l'intervention des différentes collectivités publiques. Ces perspectives de long terme doivent aussi orienter les politiques de coopération Nord-Sud.



2 LA RÉPUBLIQUE SOCIALE, SOCLE DES VALEURS DE LA GAUCHE

Liberté, égalité, fraternité

Tels sont les principes fondateurs de la République. Celui sur lequel s'est fondée la modernité politique occidentale est sans aucun doute la liberté, principe que les libéraux mettent paradoxalement à mal, comme en témoigne la manière dont ils détruisent les libertés fondamentales en donnant la priorité aux principes du libéralisme économique et aux relations asymétriques de domination. Quant à la République française, elle est loin d'appliquer ses principes fondamentaux, tant son incapacité à garantir l'égalité des conditions de chacun est flagrante. La liberté n'existe qu'égal pour tous. Pour autant, cet idéal demeure une espérance mobilisatrice et fonde sans doute une part déterminante de notre identité na-

tionale. L'épopée républicaine n'est pas achevée ; il revient à la Gauche de lui donner son nouvel élan. Toute transformation sociale exige un projet. La République sociale fait la synthèse entre la tradition républicaine et la tradition socialiste, en proposant de reconstruire une communauté politique où le citoyen est réellement autonome et responsable, où la souveraineté populaire prime sur des lois supérieures, fussent-elles prétendument économiques, où les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité doivent se décliner au-delà du champ politique, dans l'entreprise et sur tous les champs des activités humaines.

L'humanisme, l'éducation, la laïcité

Dans la perspective émancipatrice que propose la Gauche, le rôle de l'École et de l'éducation, outil d'égalité, est essentiel. Il s'agit de former des citoyens éclairés, attachés à la laïcité, qui garantit à chacun la liberté de conscience et qui maintient les intérêts particuliers hors de l'espace public. La laïcité préserve des cléricatismes et des dogmatismes de toute nature. Elle est une remise en question permanente des autorités dites «naturelles». Elle est salutaire dans une société dominée par la loi du profit, qui tend à «marchandiser» les rapports humains. Elle rend possible le partage des savoirs préalable au partage des pouvoirs. Elle suscite l'émergence de contre-pouvoirs. Enfin, et ce n'est pas là le moindre de ses mérites, elle est un gage de paix et de fraternité

Les communautarismes, souvent présentés comme une compensation facile à des inégalités à réduire, doivent être combattus. La Gauche doit refuser toutes les discriminations et ghettoïisations qui minent le projet républicain de l'intérieur et enferment les plus pauvres dans une spirale inégalitaire et aliénante. Elle doit défendre l'idée d'une charte de la laïcité et promouvoir ces valeurs hors de nos frontières, avec par exemple la constitution d'un espace mondial de la laïcité, à l'image de ce qui a pu être engagé pour la francophonie.

L'Etat, les services publics

La République sociale doit se traduire aussi au niveau des institutions par l'élargissement du champ des interventions de l'État. À partir du moment où celui-ci reflète une vraie communauté politique, l'affirmation du «bien commun» est légitime dans des secteurs où on a tendance à le réduire : la santé, la recherche, le sport, la gestion des biens publics mondiaux... Il faut aussi rétablir un équilibre réel entre les pouvoirs -ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui-, avec des contre-pouvoirs vivaces qui garantissent l'approfondissement continu de la République et avec une capacité accrue de l'intervention directe des citoyens. De ce point de vue, les institutions de la V^e République sont loin de remplir leur rôle.

La démocratie, la souveraineté populaire

Une rénovation des institutions ne servirait à rien si elle ne s'accompagnait pas d'un approfondissement démocratique radical, loin d'une pseudo démocratie participative se limitant à des débats sur Internet et à des réunions entre quelques experts et des sympathisants. Même si la situation y est différente, il serait utile de regarder ce qui se passe en Amérique latine, en particulier au Brésil et au Venezuela, en matière d'engagements et d'initiatives citoyennes, de déblocages des pesanteurs technocratiques et bureaucratiques, de réels pouvoirs donnés aux structures locales de démocratie directe (référendum d'initiative populaire, budget participatif, systèmes de médiation, contrôle des élus, ...). La démocratie est toujours à conquérir, comme nous le montrent les insuffisances de la construction européenne.

Le civisme, la citoyenneté, le pacte républicain

La République implique directement le citoyen, qui a des droits et des devoirs face à la collectivité. Elle promeut la responsabilité individuelle pour le bien commun. La Gauche, qui reconnaît le poids des déterminants sociaux et éducatifs, n'utilise pas la morale républicaine pour conforter l'ordre établi et les valeurs dominantes. Au contraire, elle considère que le civisme manifeste le refus d'un destin écrit d'avance, la capacité de s'engager pour améliorer son sort et la destinée commune.

Le pacte républicain a longtemps été consacré par le service national, qui, malgré ses imperfections, définissait la contribution que chacun consacrait au pays, qui lui-même garantissait la protection de ses citoyens. Ce pacte doit être en permanence refondé, sans se confondre avec un «donnant-donnant» entre aides, soutiens et droits. Il doit être global et impliquer chacun de la même façon. Sa crédibilité repose sur la capacité à combattre les inégalités, les discriminations, la ghettoïsation, le blocage de la promotion et la reproduction des classes sociales.



3 SEPT OBJECTIFS DE PROGRÈS POUR AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN

Il est urgent d'engager une dynamique collective permettant le réarmement idéologique et politique de la Gauche. Selon nous, quelques objectifs structurants devraient caractériser de manière permanente l'action de la Gauche et donc

inspirer son projet et ses programmes. Ces objectifs répondent aux grands défis actuels énoncés précédemment, mais, dans un monde en pleine évolution, ils prennent aussi en compte un point de vue plus prospectif. Ils forment la trame d'une doctrine politique et sont étroitement liés.

OBJECTIF I : DÉFINIR UNE NOUVELLE APPROCHE DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Alors que le système capitaliste actuel connaît de graves crises, il est important pour la Gauche de définir progressivement une nouvelle approche des questions économiques et sociales, fondée à la fois sur nos valeurs et sur des principes novateurs :

- **Le constat de l'inexistence de «l'économie de marché», au sens libéral** : Le fonctionnement du marché résulte de milliers d'arbitrages qui échappent de plus en plus à la sphère économique traditionnelle. La qualité des services publics (infrastructures, éducation, santé...) ainsi que la qualité des relations sociales sont aujourd'hui des facteurs déterminants du développement. Le marché ne peut fonctionner sans l'État, surtout du fait de l'avènement de l'économie du savoir. Il est temps de réinventer un processus de planification adapté aux défis actuels, notamment dans les domaines du social et de l'écologique.
- **Une priorité donnée** à la sécurisation et à la valorisation du travail, à la qualité des rapports sociaux dans l'entreprise et à la formation permanente.
- **Le renforcement du rôle de l'État dans l'intervention économique**, au nom d'un intérêt général issu de la volonté populaire, d'une protection de l'ordre démocratique et d'une exigence de régulation de la concurrence. Il faut tirer toutes les leçons du passé, sélectionner les objectifs, diversifier et assouplir les méthodes d'intervention de la puissance publique et assurer un véritable contrôle citoyen et parlementaire sur les choix. L'État dispose de nombreux moyens d'intervention : l'introduction de capital public ou socialisé dans certains secteurs clefs, la fiscalité, l'édition des normes, les mécanismes d'encadrement des prix, la commande et l'investissement publics, la fourniture de services publics... Il dispose aussi de plusieurs méthodes d'intervention : la loi, le contrat, la planification indicative et stratégique... Rien ne condamne l'État à la dispersion, à l'inefficacité ou à la bureaucratisation. Qu'il s'agisse de la recherche et de l'innovation, de la politique agricole ou industrielle, de la modernisation des métiers et des secteurs subissant brutalement les effets de la mondialisation, il est temps d'inverser la logique générale de privatisations, de dérégulation et de réinventer une forme nouvelle d'économie mixte reposant sur un État dynamique.

- **Une forte redistribution des richesses produites** en faveur des revenus du travail d'une part, des faibles revenus d'autre part. Une refondation de la fiscalité s'impose, légitimant l'impôt, progressif, juste et portant plutôt sur les revenus que sur la consommation.
- **L'encouragement aux formes alternatives d'économie et d'organisation de la production** (économie sociale, solidaire, économie mixte, formes d'autogestion, artisanat libéral,...)
- **Une plus forte implication des travailleurs** dans les décisions touchant l'avenir de leurs outils de travail.
- **La maîtrise de la monnaie** comme outil d'une économie effectivement politique.
- **L'introduction systématique de critères sociaux et écologiques** dans les échanges et l'estimation des coûts.
- **Une certaine relocalisation des activités pour favoriser les échanges de proximité** (par exemple, enjeux écologiques liés aux transports) et pour assurer la souveraineté alimentaire.
- **La taxation des flux financiers spéculatifs.**
- **Le soutien effectif à la science, à la recherche et à l'innovation.** La recherche publique a un rôle particulier et essentiel à jouer pour la recherche fondamentale et les travaux dont les finalités ne sont pas assurées à court terme, dans des champs non rentables mais utiles (ex : maladies orphelines) et pour soutenir des équipes pérennes et nombreuses de chercheurs.
- **L'objectif du plein emploi et d'emplois permettant de vivre dignement.** Il passe par la relance de politiques industrielles. L'industrie a été trop négligée dans notre pays depuis quelques années, alors qu'elle est le pilier indispensable d'une économie équilibrée et qu'elle joue un rôle important pour la création de nouveaux services. Le plein emploi peut être aussi atteint en soutenant la création d'emplois qui ne sont pas totalement solvables aujourd'hui (aides à la personne, protection de l'environnement). Enfin, il sera nécessaire de lancer une véritable mobilisation générale en faveur de l'innovation et la formation professionnelle.

Ces évolutions ne se feront ni spontanément ni en un jour. Ce qui compte pour s'opposer à la vision unilatérale de l'économie dominante actuelle, c'est la promotion d'une économie dont les finalités ne seraient pas la rentabilité du capital investi, mais le progrès humain et social.

OBJECTIF II : ENGAGER UNE PROTECTION DES ÉCOSYSTÈMES PLANÉTAIRES

L'objectif de développement durable nous impose de raisonner et d'agir en associant l'économique, le social et l'environnement. Il amène aussi à s'interroger sur les modèles de production et de consommation, sur nos rapports à l'environnement local, puis global, dont nous sommes tous tributaires. Dès lors, une approche de gauche des problèmes contemporains posés à l'humanité doit conduire à examiner un ensemble de sujets, tels que :

- la démographie, en liaison avec les questions d'alimentation (agriculture), de santé, d'occupation du sol et de l'espace, d'eau, d'éducation, de formation...
- la nature et les conditions de développement des activités humaines, à la fois dans l'espace (aménagement du territoire, urbanisation) et dans le temps,
- le rôle des institutions internationales et des Etats dans la gestion de la planète, la place des ONG, du public,
- les questions de pollution, de perte de la biodiversité, de ressources (eau, sol), de matières premières, mais aussi de la dignité humaine, du travail, des droits de l'humain...
- les questions énergétiques, des modes de production et de consommation
- l'éco-conception de tous les produits pour économiser les ressources.
- le développement de la connaissance et de la compréhension des écosystèmes planétaires

Face à ces défis immenses, la simple réponse technologique est inadaptée. Il nous faut à la fois réinterroger les finalités et les modalités de la croissance, changer certains aspects de nos modes de vie, revoir la répartition des richesses, changer de nombreux logiques économiques... Certaines de ces questions (énergies, nucléaire, transports, OGM) imposent d'instaurer un véritable débat de société, indépendamment des lobbies et des industriels acteurs de ces secteurs.

Les principes de prévention et de précaution doivent ici être appliqués, car ces questions interpellent la civilisation dans son ensemble.

Une approche de gauche est nécessairement écologique, dès lors que les préoccupations environnementales sont considérées comme indissociables des autres questions. Il s'agit de vouloir peser sur les conditions du développement des activités humaines, afin d'assurer le mieux être de manière égale à nos concitoyens, tout en garantissant la transmission d'un patrimoine (culturel, social, environ-

nemental) préservé. Il faut redéfinir ce qui doit être un bien commun, non marchand, ce qui relève du service public (eau, air...) et ce qui doit être considéré comme patrimoine commun de l'humanité (Arctique, océans...) sous la protection et la gestion des Nations Unies.

L'écologie interroge en termes complètement nouveaux sur la propriété et la responsabilité collectives. Elle suggère donc de penser et d'agir autrement, d'organiser et d'orienter notre société, comme l'humanité, vers d'autres perspectives que celles dictées par un économisme exacerbé fondé sur des considérations essentiellement productivistes.

La prise en compte du long terme devient plus cruciale que jamais. Le marché est myope et le développement durable légitime un renouveau de la planification, qui, à l'évidence, doit s'attacher d'abord à une obligation de résultats. Les acteurs à mobiliser ne sauraient être limités à l'État et aux opérateurs publics mais provenir de pans variés de la société.

OBJECTIF III : PROMOUVOIR UNE JUSTE RÉPARTITION DES RICHESSES

- Au niveau mondial

Les inégalités profondes entre le Nord et le Sud ont un prix humain insupportable et sont génératrices de désordres et de conflits. Un partage équitable des richesses au niveau mondial passe nécessairement par une modification profonde des rapports Nord-Sud : l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, qui est un préalable, la progression quantitative et qualitative de l'aide au développement, la maîtrise de leurs propres richesses par les pays en développement.

La nécessité de développer quantitativement et qualitativement l'aide publique au développement doit être réaffirmée. La France est loin d'être exemplaire en la matière puisque la part du PIB qu'elle y consacre (environ 0,3%) reste très en deçà de l'objectif des organisations internationales (0,7%).

De même, l'Union Européenne devrait prendre des initiatives en ce sens, en accroissant les moyens alloués par ses membres au Fonds Européen pour le Développement. La création d'impôts, taxes et ressources directes alloués à ces fonds, qu'ils soient européens ou mondiaux, renforcerait les crédits affectés mais aussi garantirait une meilleure pérennité.

Enfin, il faut reconnaître aux pays du Sud la possibilité de maîtriser leurs propres richesses et de les exploiter à leur profit. Pour cela, il faut clairement dénoncer les contreparties aujourd'hui exigées pour tout accord commercial ou financier, à savoir l'ouverture des marchés intérieurs, la privatisation des services publics, la libéralisation des régimes d'investissement. Les seules exigences doivent relever de la lutte contre la corruption, du respect des droits de l'homme, des normes sociales et environnementales internationalement reconnues et du respect des principes démocratiques.

- Au niveau national

Dans notre pays, comme dans d'autres pays développés, les inégalités s'accroissent entre les catégories les plus aisées et les plus pauvres. C'est la raison pour laquelle nous sommes favorables à l'extension des mécanismes de solidarité sociale. La retraite par répartition et la sécurité sociale financée par les cotisations salariales et patronales doivent être maintenues. Au lieu de se perdre dans l'élaboration de dispositifs compliqués visant à «maîtriser les dépenses» sociales -qui aboutissent généralement à une détérioration des services rendus et des prestations offertes-, il vaut mieux se concentrer d'abord sur les moyens d'augmenter les recettes, en organisant notamment la participation du capital au financement de la solidarité sociale.

Nous réaffirmons aussi notre attachement à l'impôt et, en premier lieu, à l'impôt progressif, parce que nous croyons au rôle de l'investissement public et aux vertus de la redistribution.

Nous pouvons aussi aller plus loin dans la construction de nouveaux mécanismes de solidarité. Par exemple :

- élargir la couverture des risques au logement et à la formation professionnelle, qui sont des conditions essentielles pour éviter l'exclusion. Les nouveaux droits éventuels ne vaudront que s'ils sont effectifs. Cela nécessite un élargissement des contributeurs et des acteurs concernés, une négociation de remise à plat entre les partenaires sociaux, dans laquelle l'État est le garant de la solidarité nationale.
- mettre l'accent sur la fraternité, c'est la reconnaissance de l'autre comme porteur de richesse pour la société. Par exemple, la réalisation de nouvelles maisons de retraite est certes nécessaire, mais la reconnaissance du rôle des seniors dans la société et la promotion de l'intergénérationnel sont des éléments essentiels pour concevoir autrement la vie du troisième et du quatrième âge.
- repenser les concepts utilisés dans les grandes fonctions collectives. En premier lieu, la santé, qui est beaucoup trop centrée sur le curatif. Le préventif,

l'hygiène de vie, le bien être sont mis en avant lorsqu'ils génèrent de nouveaux produits et services que seuls les plus fortunés et les plus cultivés peuvent s'offrir. Cette conception de la santé est une source d'inégalités, sans même parler du fait que les conditions de travail jouent un rôle déterminant dans la santé, et que, dans ce domaine plus que dans aucun autre, d'énormes progrès sont à réaliser.

OBJECTIF IV : DÉFINIR UNE NOUVELLE CONCEPTION DES POUVOIRS ET DE LEUR PARTAGE

La nature même du pouvoir s'est transformée. Le pouvoir d'Etat est essentiel, mais il est relatif. Non seulement il y a l'Europe et les divers organismes de «gouvernance mondiale», mais il faut compter aussi avec le pouvoir de la communication, celui des administrations, celui des experts, celui des lobbies. C'est à l'ensemble de ces pouvoirs et à leurs interactions que la Gauche doit s'intéresser, en proposant des contre-pouvoirs, des règles au regard des abus, des critères nouveaux comme ceux touchant l'éthique.

Démocratie politique

Elargir le champ de la démocratie suppose de réformer des institutions qui plébiscitent l'exercice solitaire du pouvoir, sans considération pour le projet et l'orientation politique et qui, en toute opacité, délèguent l'action à des autorités «indépendantes», hors du contrôle des représentants élus et finalement du peuple. La Gauche doit rompre avec la logique fondatrice de la V^e République et promouvoir un régime parlementaire stable doté d'une nouvelle forme de bicamérisme (représentation populaire et représentation des forces économiques, sociales, culturelles et scientifiques).

L'approfondissement de la citoyenneté au sein de la démocratie est également un enjeu politique majeur. Il doit passer notamment par :

- un élargissement des droits et des devoirs des citoyens et des étrangers accueillis, se traduisant par une plus grande capacité d'intervention sur la décision publique.
- des avancées du suffrage universel, tant au niveau local et supra communal qu'au niveau européen, avec une plus juste représentation des courants d'idées, incluant des garanties pour les oppositions démocratiques et pour la diversité.
- de véritables systèmes de participation populaire, fondés sur un accès à l'expertise, tant pour la vie locale que pour les grands choix publics.

Démocratie sociale

Dans le nouvel âge du capitalisme, les choix des entreprises, l'emploi, les conditions de travail, les investissements d'avenir semblent échapper à l'arbitrage des citoyens, des salariés, des politiques. La Gauche doit leur permettre de reprendre la main et de peser sur ces décisions. La démocratie sociale, qui ne se confond pas avec le simple dialogue, peut y concourir, si la puissance publique garantit un juste rapport de force aux salariés. La reconnaissance des organisations syndicales et la protection de leurs délégués sont essentielles. La création d'un droit pour chaque salarié à la représentation doit être effectivement garantie, même dans les PME et les TPE.

Démocratie médiatique

Il est indiscutable que la «démocratie d'opinion» conforte l'ordre existant. D'importants moyens y sont consacrés par les puissances financières, qui se sont engagées dans une bataille culturelle sans précédent. L'indépendance de la presse, longtemps menacée par les gouvernements et les Etats, est aujourd'hui menacée par la concentration et l'extrême difficulté de faire vivre des organes de presse réellement indépendants. Il est urgent de repenser complètement le système médiatique pour assurer son pluralisme, l'indépendance des rédactions et des financements.

Le rôle de l'État

Son rôle mérite d'être repensé par la Gauche. L'Etat est essentiel pour sécuriser, protéger, accorder et garantir les droits et pour corriger les excès du capitalisme, pour favoriser les capacités créatrices et productives du pays, mais aussi pour garantir la maîtrise des technologies de pointe et le développement de l'industrie et du tissu productif. Mais il ne faut pas pour autant laisser se créer des bastilles bureaucratiques, des pouvoirs politiques qui s'auto entretiennent, empêchant la préparation du long terme par des raisonnements de court terme à finalité électorale.

C'est pourquoi il faut conforter le rôle de l'État, mais dans une perspective différente : la déconcentration pour libérer les initiatives en fonction des réalités locales, l'encouragement à la création de contre-pouvoirs, la recherche de l'émancipation des citoyens, la dimension internationaliste, notamment européenne, de manière à éviter le repli nationaliste. L'Etat devrait distribuer les pouvoirs et s'oppose à leur confiscation par des groupes ou par des systèmes.

De même, le nécessaire élargissement du champ des services publics, leur adap-

tation aux modes de vie contemporains, le souci de les utiliser comme fer de lance de l'action publique devraient amener la Gauche, en relation avec les représentants des personnels et des usagers, à ouvrir un chantier fondamental sur leur conception, leur fonctionnement et leur gestion, de manière à marquer leurs différences avec les services marchands.

La décentralisation avait l'objectif de mieux gérer l'action publique, plus proche des habitants et d'associer réellement les citoyens aux choix qui les concernent. Il est clair qu'aujourd'hui, elle ne répond pas suffisamment à ces buts. Si l'on veut éviter le dépérissement de la démocratie et de la citoyenneté locales, il est indispensable de procéder à des clarifications concernant les compétences, l'organisation, le fonctionnement et les moyens des collectivités locales, le rôle des élus mais aussi des associations et des syndicats.

Enfin, l'Histoire montre que l'élargissement du champ démocratique, le partage des pouvoirs, l'obtention de nouveaux droits sont rarement octroyés. Ils se conquièrent, à partir de rapports de forces, qui sont généralement le résultat de luttes sociales et citoyennes.

OBJECTIF V : PRENDRE EN COMPTE PLEINEMENT LES VALEURS DU FÉMINISME

La gauche doit assumer pleinement le caractère inséparable des luttes contre l'exploitation économique et sociale et de celles contre l'oppression de sexe et le patriarcat. Le patriarcat est un "système de domination qui vertèbre toute société où les hommes exercent le pouvoir sur les femmes", lequel se construit et s'alimente du travail invisible effectué par les femmes dans la famille. C'est d'ailleurs pourquoi la question de la famille doit être prise en compte avec une analyse plus nuancée et plus critique que ces odes aux valeurs familiales, redevenues à la mode à droite sous l'influence des néo-conservateurs, mais aussi à gauche parfois ! Les femmes subissent des oppressions et des dominations spécifiques mais pour elles, une des questions essentielles est de passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle et concrète. En effet :

- les discriminations dans l'emploi et l'accès aux responsabilités dans le monde du travail demeurent : davantage d'emplois précaires et de temps partiel, des salaires en moyenne inférieurs de 28% à ceux des hommes, plus de la moitié des chômeurs ;
- la nécessité d'articuler responsabilités familiales et professionnelles reste prioritairement de leur ressort, puisqu'elles continuent d'assurer 80% des tâches domestiques ;

- elles sont les premières touchées par la grande précarité et la pauvreté ;
- les violences qu'elles subissent dans la sphère privée n'ont pas diminué et de nouvelles formes de violences apparaissent dans l'espace public ;
- les discriminations dans la représentation politique persistent ;
- l'avancée des femmes reste fragilisée par la montée des intégrismes religieux, qui tentent de remettre en cause des droits acquis, comme ceux de la contraception et de l'I.V.G.

L'oppression des femmes est toujours actuelle. Parce que l'égalité est un perpétuel combat, la nécessité de militer sur le terrain de l'égalité entre les hommes et les femmes s'impose encore.

Le féminisme estime que les droits des femmes ne relèvent pas du spécifique ou du particulier, mais du général. La mise en œuvre d'une réelle parité, tant dans la politique que dans l'ensemble de la société facilitera la mutation culturelle qui permettra de modifier les représentations mentales de la société patriarcale et de réussir l'égalité entre hommes et femmes.

OBJECTIF VI : AMÉLIORER PARTOUTS LES MOYENS L'ACCÈS AU SAVOIR ET À LA CULTURE

Nous voulons l'émancipation sociale, pas seulement dans le travail, mais aussi dans toutes les sphères de la vie sociale.

Dans cette perspective, le temps de vivre est fondamental. On aurait tort de voir dans le partage du travail seulement une mesure pour l'emploi. Il s'agit d'une conquête sociale pour beaucoup de personnes qui aspirent à organiser différemment leur vie. Cela passe par une organisation maîtrisée de sa vie, par des services auxquels chacun, quelle que soit sa condition sociale, doit pouvoir accéder, par la recherche de qualité dans les grandes fonctions collectives que sont la santé, le logement, les déplacements, la vie urbaine... et, bien évidemment, le travail.

Le moyen privilégié pour parvenir à l'émancipation réside dans l'éducation, dont le but premier est «d'apprendre à vivre», d'affronter les risques et l'incertitude.

L'école de la République, qui doit faire face à des phénomènes de massification, rencontre d'énormes problèmes d'accueil, de traitement personnalisé, d'orientation, de formation des maîtres et elle dispose de moyens insuffisants pour relever

les nouveaux défis. Il faut naturellement poursuivre et amplifier la démocratisation de l'enseignement, engagée à la fin des années 80 par la Gauche, qui a eu des effets positifs. Mais il faut aussi et surtout que l'école joue tout son rôle dans la réduction des inégalités sociales et culturelles, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Pour rompre avec la reproduction sociale, l'école de la République ne peut se limiter à un accroissement quantitatif, par ailleurs nécessaire. Elle doit, de la maternelle à l'enseignement supérieur en passant par la formation continue, devenir une école différente, grâce à un effort collectif sans précédent.

Il faut aussi, pour renforcer ce socle sur lequel bâtir l'avenir, mettre en valeur la laïcité comme garantie de la liberté des consciences, du respect des cultures et de la protection des droits individuels et collectifs. La laïcité est un facteur de l'intelligence collective des citoyens.

Quant à la politique de démocratisation culturelle, qui doit permettre un accès égal aux repères culturels et aux pratiques artistiques, elle représente pour la Gauche un enjeu majeur de société. Elle est indissociable d'un effort important d'éducation et de formation, dans la mesure où l'éducation artistique constitue le fondement d'une politique de développement culturel. Elle est globale, puisqu'elle touche à la fois la gratuité et au refus de la marchandisation des biens culturels, à l'élargissement des publics par une offre plus large des formes artistiques, à l'éducation artistique, à l'encouragement des pratiques en amateur, à l'adaptation aux situations de handicaps, mais aussi à l'acquisition d'un esprit critique vis-à-vis de la télévision et des nouveaux médias.

OBJECTIF VII : FAVORISER LA PRISE DE CONSCIENCE PLANÉTAIRE

Notre objectif doit demeurer celui de la construction d'un «autre monde». C'est pourquoi, il faut commencer par remettre en cause les impérialismes, les attitudes néo-colonialistes, les pratiques touchant le commerce des armes, la corruption et le laxisme à l'égard de pratiques délictueuses, en particulier via la fabrication et le commerce des drogues et les atteintes aux droits de l'Homme.

Il faut aussi en finir avec l'application du «Consensus de Washington», élaboré en 1989 par une brochette d'économistes néo-libéraux, pour imposer aux pays en développement un modèle économique. Il existe des Biens Communs Mondiaux, sans lesquels il n'y a pas de développement possible : biens matériels (eau, énergies, souveraineté alimentaire, santé, développement, biodiversité ...), biens citoyens (démocratie, instruction, information, culture...). Ils doivent être ga-

rantis à tous par les puissances politiques, ce qui pose la question de la «gouvernance mondiale».

Cette gouvernance mondiale ne peut simplement consister en un toilettage des institutions internationales (Conseil de Sécurité de l'ONU, Conseil de Développement, PNUE, OMC, FMI, Banque Mondiale, UNESCO, ...). Il s'agit plutôt d'une refondation, à envisager avec les Etats, mais aussi avec les ONG, les organisations syndicales, les mouvements citoyens et les grandes Fondations internationales œuvrant pour le progrès de l'humanité. Cette réforme profonde est le préalable à l'instauration d'une gouvernance mondiale équitable et efficace.

La question européenne est au cœur de cette problématique. Le projet auquel la Gauche doit aspirer exige une réorientation profonde de l'actuelle construction européenne, pour répondre davantage à l'attente de ses peuples et promouvoir des échanges nouveaux avec les autres pôles de la planète. Plusieurs réorientations s'imposent :

- l'arrêt des politiques de dérégulation en particulier dans les services publics ;
- la construction d'une Europe sociale fondée sur un principe de convergence progressive des certains standards sociaux de base ;
- une harmonisation fiscale permettant aux Etats d'agir et un financement de la protection sociale capable de lutter contre le dumping fiscal ;
- une politique industrielle offensive soutenue par une politique monétaire favorable permettant de rattraper les retards technologiques et évitant les délocalisations intra et extra européennes ;
- la réalisation d'une Europe de l'énergie, la lutte contre l'effet de serre et la reconnaissance du service public ;
- la relance de la préférence communautaire, des échanges équilibrés négociés notamment avec l'Afrique et le bassin méditerranéen et une intervention volontariste au sein des instances mondiales, pour imposer des taxations sociales et environnementales dans les échanges mondiaux.

La gauche européenne doit défendre une Europe forte, susceptible d'être à la pointe du combat pour un multilatéralisme profitable aux plus faibles, pour de nouvelles relations Nord Sud et pour la promotion d'une gouvernance mondiale la plus forte possible, ainsi que nous venons de la décrire.

Nous pensons que c'est possible en bâtissant ce projet avec d'autres forces de gauche en Europe et en le soumettant au vote populaire, en particulier à l'occasion des élections au Parlement européen.



4 POUR UNE STRATÉGIE DE MOUVEMENT

Soyons clairs : une gauche de rupture qui aspire à changer le monde doit considérer que la conquête durable du pouvoir d'Etat, dans le respect des règles démocratiques, constitue un élément incontournable de sa stratégie. Certes, les pouvoirs locaux permettent des changements concrets appréciables ; certes, le rééquilibrage des pouvoirs dans l'entreprise est indispensable ; certes, les mouvements sociaux sont une source essentielle de la construction des nouveaux rapports de force permettant de bousculer l'ordre établi. Mais la conquête du pouvoir d'Etat reste un pilier de toute capacité de transformation sociale, économique et institutionnelle. Il n'est naturellement pas question de recommencer les débats de la Gauche du début du siècle dernier : il faut accepter de se soumettre aux règles démocratiques, même si, au départ, nous les trouvons biaisées et particulièrement favorables aux forces conservatrices.

La tâche qui nous attend est immense. Raison de plus pour fixer, dès aujourd'hui, ce qui pourrait être notre feuille de route.

A- RÉHABILITER LE POLITIQUE ET PRÉPARER UN VÉRITABLE CHANGEMENT INSTITUTIONNEL : CONDITION NÉCESSAIRE DE LA RÉUSSITE

Pour la Gauche, la politique doit façonner patiemment les rapports de force et les marges de manœuvre de son projet et non pas les subir. Elle ne se conçoit pas à travers des destins individuels, mais à travers un projet collectif, dont le représentant du peuple est le porteur. Il lui donne du sens, il suscite des motivations, il rend des comptes. Il en a les capacités et la vocation, sans être pour autant un «professionnel».

Cette conception du politique et de la politique doit se traduire par de profonds changements, notamment :

- dans les institutions (la fin du «présidentialisme» ; l'abandon du cumul des mandats, y compris dans le temps ; l'évolution du rôle du Sénat, par sa transformation en un super conseil économique, social et culturel ...)
- dans l'architecture et le fonctionnement de l'organisation politique de la Gauche

- dans les pratiques politiques, dont l'éthique et la modestie devraient constituer des caractéristiques essentielles.

B- LANCER LA DYNAMIQUE QUI DONNERA TOUT SON SENS À NOTRE DÉMARCHÉ

Face au scepticisme issu du matraquage idéologique que nous subissons et aux défaites successives de la Gauche, il faut recréer l'espérance et la volonté collective de changer la vie. La Gauche devra également s'appuyer sur ceux, exploités, précaires, qui sont de fait exclus de la vie sociale et qui ne croient plus en la politique et en l'intérêt de l'engagement. Sa présence sous une forme la plus unitaire possible dans toutes les luttes sociales qui se développent sera un signal fort pour tous ceux qui veulent résister et construire une vraie alternative.

Il faudra aussi par exemple :

- **Lancer des campagnes communes à la Gauche sur les réponses à apporter aux préoccupations majeures des Français.**

La protection sociale et la santé, la retraite, le pouvoir d'achat, l'éducation, le logement, l'emploi, les relations sociales au travail, la sécurité : autant de thèmes constitutifs de l'action politique et qui sont ressentis comme des préoccupations majeures par les Français. Elles constituent un point d'appui pour bâtir une autre société.

Deux campagnes annuelles pourraient être engagées dès 2008. Elles se monteraient sur la base du volontariat des organisations de Gauche et surtout dans la continuité des principes qui régissent ce texte.

- **Montrer que le Monde Nouveau auquel nous aspirons est déjà en chantier :**

Des solutions alternatives sont déjà expérimentées, même si c'est encore de manière marginale, mais elles peuvent crédibiliser notre démarche. On peut les valoriser et en donner des exemples concrets : entreprises réellement coopératives, échanges sans monnaie, habitat écologique, micro-crédit, tourisme solidaire, commerce équitable, université citoyenne...

C- CRÉER LES CONDITIONS DE L'ÉMERGENCE D'UNE ORGANISATION POUR L'UNITÉ

L'Unité de la Gauche ne va pas de soi et, une fois de plus, il va falloir vaincre la malédiction de la dispersion. Nous appelons de nos vœux une organisation de la Gauche refondée. Cette construction prendra probablement du temps, mais il est possible de lancer le mouvement en s'appuyant sur quelques principes simples, notamment :

- **le refus de l'alliance au centre**

Notre ligne stratégique sur cette question doit être claire : pas d'alliance au Centre, mais le rassemblement de la Gauche, de toute la Gauche. Une partie de la social-démocratie européenne s'est d'ores et déjà convertie au centrisme mou. Les résultats politiques ne se sont pas fait attendre : mécontentement populaire, scissions à gauche, politique d'accompagnement du système. L'avenir de la Gauche ne passe ni par l'oubli de ses valeurs, ni par le rapprochement avec la Droite, quel que soit le nom que celle-ci se donne.

- **la recherche organisée des convergences avec la gauche sociale, associative, culturelle ainsi qu'avec les syndicats**

Aujourd'hui, le peuple de gauche est en proie à la déception, une déception profonde envers les appareils partisans. Il est temps d'ouvrir grand les portes et fenêtres. Car la Gauche existe bien au-delà de ses partis, et c'est au sein du monde associatif, syndical ou culturel que nous trouverons ces militants, aujourd'hui déçus par leurs représentants politiques, avec lesquels nous devons reconstruire de réelles convergences, non seulement de fond mais aussi et surtout stratégiques.

La Gauche n'a certes pas de leçons à donner aux syndicats ouvriers, lorsque leurs actions ne correspondent pas à ce qu'elle souhaitait. Mais, face à la crise de civilisation, face à l'urgence sociale et politique, il faut des réponses cohérentes, il faut inventer de nouveaux partenariats.

D- PARTICIPER À LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE GAUCHE EUROPÉENNE

La crise de la social-démocratie s'accélère. Dans de nombreux pays, même au nord de l'Europe, les échecs électoraux sont nombreux. L'apparition de partis à sa gauche est assez généralisée, même dans des pays, comme l'Allemagne où le bipartisme était bien installé et où le lien étroit avec des organisations syndicales unifiées semblait exclure ce scénario. Il ne faut pas négliger l'affaiblissement de la Gauche, concurrencée aussi par des partis populistes ou néo-fascistes. Si on peut imaginer qu'une réorientation va s'imposer sous le triple effet des pertes électorales, du durcissement des situations sociales, de la désillusion croissante des peuples des pays de l'Est, rien n'est automatique et la gauche française doit dans cette période assumer des choix stratégiques forts pour l'avenir et la recomposition de la gauche européenne. Elle doit, en Europe, comme en France plaider pour l'unité ou l'union des forces de gauche contre les accords avec les conservateurs ou les alliances de centre gauche. Nous devons lancer des initiatives unitaires des gauches européennes sur des sujets clefs, comme l'idée

d'un traité social organisant des convergences sociales vers le haut (SMIC européen progressivement unifié).

Elle doit promouvoir des débats approfondis sur l'identité de la gauche contemporaine. Rien n'est possible, si le préalable est que la gauche française doit s'aligner sur le modèle social démocrate ou la troisième voie de Tony Blair. Rien n'est possible, si la gauche française croit pouvoir imposer ses vues. La première exigence est de mettre la diversité des forces de gauche autour d'une même table, afin de tenter un diagnostic précis des problèmes prioritaires, notamment pour le monde du travail, et de réfléchir ensemble à l'état du monde et de l'Europe et favoriser des combats concrets communs.

La recherche d'éléments communs pour une plateforme européenne entre d'une part les partis regroupés au sein du PSE et d'autre part ceux qui siègent dans la gauche unitaire européenne pourrait être une étape dans ce sens. De même, la constitution d'un intergroupe permanent des gauches au sein du Parlement européen permettrait d'ouvrir une nouvelle période politique dans cette instance où le consensus PSE-PPE se traduit par une déroute chronique pour la gauche. Tout reste donc à construire pour unifier les militants de gauche de toute l'Europe dans une organisation démocratique, active et force de proposition. Seule une gauche rassemblée et réellement de gauche pourra réellement influencer sur la politique européenne.

FIERS D'ÊTRE DE GAUCHE



Le XXI^e siècle a besoin de responsables politiques inventifs, qui refusent l'ordre établi.

Le XXI^e siècle a besoin d'une gauche digne de ce nom, une gauche qui ne renonce pas à changer l'histoire du monde.

Nous avons devant nous d'immenses chantiers :

- **celui de la réponse aux urgences, pour corriger les injustices.** Il concerne la politique salariale, la lutte contre le chômage, la santé et la protection sociale, le temps de travail, les retraites, l'éducation, le logement, l'intégration et la lutte contre les discriminations, la réduction des inégalités dont la réforme fiscale, les mesures de société. C'est le chantier prioritaire.
- **celui de la refondation de la République et de la démocratie.** Il s'agit des réformes institutionnelles, dont la décentralisation et les avancées en matière de citoyenneté, de la démocratie sociale et de la nouvelle répartition des pouvoirs dans l'entreprise, du renforcement et de l'élargissement des services publics, de l'amélioration du fonctionnement de l'État : autant de mesures qui contribueront à la réhabilitation de la politique.
- **celui de l'espérance européenne,** qui passe par une définition précise et réaliste d'un projet politique de relance de la construction européenne, sur d'autres bases que celles du marché et de la concurrence ; un projet fondé sur la volonté des peuples et sur une émergence de la citoyenneté européenne.

- **celui de la Terre pour tous.** Il concerne la sauvegarde urgente des fondamentaux écologiques, les équilibres Nord-Sud et le développement mondial, les nouvelles menaces et les politiques de défense, ainsi que la gouvernance mondiale.

La situation actuelle peut désespérer certains. Pas nous. Tout simplement parce que croyons à l'optimisme de la volonté, parce que nous préférons la reconquête et l'ambition au renoncement, parce que nous croyons à la République sociale, à la transformation sociale effective et à l'émancipation.

Nous voyons dans les crises qui fissurent ce système qu'on nous disait insubmersible des raisons d'agir. Nous trouvons dans les réactions de bien des peuples, des salariés, des citoyens engagés sur la planète des raisons d'espérer : un autre monde est possible.

Oui, nous sommes fiers d'être de gauche et nous croyons que son unité peut se réaliser.

Nous mettons sur la table de la Gauche le travail collectif que représente cette «Contribution pour l'unité». Il n'a que la valeur du mouvement qu'il peut générer. La suite vous appartient.

Les 18 premiers signataires de l'appel lancé le 4 juin 2007 par GAUCHE *Avenir*

Attar Michèle (membre du Conseil économique et social), **Candar Gilles** (historien), **Cabanes Claude** (journaliste), **Champagne Patrick** (sociologue), **Corbière Alexis** (élu municipal à Paris), **Duron Jacques** (membre du Conseil économique et social), **Gayssot Jean-Claude**, **Gendre Pierre** (syndicaliste), **Laignel André** (député européen), **Lefebvre Rémi** (professeur de sciences politiques à l'Université de Reims), **Levaï Ivan** (journaliste), **Lienemann Marie-Noëlle** (députée européenne), **Marlière Philippe** (politologue), **Maurel Emmanuel** (conseiller régional, Directeur de la revue «parti pris»), **Moglia Michael** (conseiller régional, Président du club CSPRG), **Pena-Ruiz Henri** (philosophe), **Quilès Paul**, **Wurtz Francis** (Président du groupe Gauche Unitaire Européenne au Parlement européen)

Plus de 1500 personnes ont déjà signé cet appel et participent selon leurs souhaits aux activités de **GAUCHE Avenir**. Ils sont de tous horizons professionnels, viennent de toute la France et de tous les courants de la Gauche, sont militants politiques et/ou syndicaux et/ou associatifs, élus ou citoyens, responsables confirmés ou nouveaux engagés. Ils représentent une force considérable pour l'avenir.

Vous trouverez la liste de tous les signataires de l'appel sur le site de **GAUCHE Avenir**,

www.gaucheavenir.org

Ce site fournit également le texte des contributions à partir desquelles ce texte a été élaboré. Il rend compte des activités du Club depuis sa création et invite au dialogue et à l'action :

CONSULTEZ-LE REGULIEREMENT